



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## Journal des débats

de la Commission permanente des institutions

Le lundi 25 mars 2019 — Vol. 45 N° 10

Interpellation : L'absence de leadership du gouvernement caquiste  
en matière de relations internationales et de francophonie

Président de l'Assemblée nationale :  
M. François Paradis

---

2019

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats de toutes les commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission parlementaire en particulier	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec  
Direction de la gestion immobilière et des ressources matérielles  
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85  
Québec (Québec)  
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754  
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:  
**[www.assnat.qc.ca](http://www.assnat.qc.ca)**

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

**Commission permanente des institutions**

**Le lundi 25 mars 2019 — Vol. 45 N° 10**

**Table des matières**

Exposé du sujet Mme Paule Robitaille	1
Réponse de la ministre Mme Nadine Girault	2
Argumentation	3
Conclusions	16
Mme Nadine Girault	16
Mme Paule Robitaille	17

**Autres intervenants**

M. Enrico Ciccone, président suppléant

M. Mathieu Lévesque  
M. Ian Lafrenière  
Mme Catherine Dorion  
Mme Lucie Lecours  
M. Joël Arseneau

**Note de l'éditeur :** La commission a aussi siégé en après-midi pour l'étude détaillée du projet de loi n° 1, Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales. Le compte rendu en est publié dans un fascicule distinct.



Le lundi 25 mars 2019 — Vol. 45 N° 10

**Interpellation : L'absence de leadership du gouvernement caquiste  
en matière de relations internationales et de francophonie***(Treize heures cinquante-neuf minutes)*

**Le Président (M. Ciccone) :** À l'ordre, s'il vous plaît! Je déclare la séance de la Commission des institutions ouverte. Je demande à toutes les personnes dans la salle de bien vouloir éteindre la sonnerie de leurs appareils électroniques, s'il vous plaît.

La commission est réunie afin de procéder à l'interpellation de la députée de Bourassa-Sauvé à la ministre des Relations internationales et de la Francophonie sur le sujet suivant : L'absence de leadership du gouvernement caquiste en matière de relations internationales et de francophonie.

Mme la secrétaire, y a-t-il des remplacements?

• (14 heures) •

**La Secrétaire :** Oui, M. le Président. M. Fontecilla (Laurier-Dorion) est remplacé par Mme Dorion (Taschereau) et M. LeBel (Rimouski) est remplacé par M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine).

**Le Président (M. Ciccone) :** Je comprends qu'il y a une entente à l'effet que le deuxième groupe d'opposition interviendra lors de la troisième série d'interventions, alors que le troisième groupe d'opposition interviendra lors de la cinquième série d'interventions. Mme la députée de Bourassa-Sauvé, vous avez donc la parole pour 10 minutes.

**Exposé du sujet****Mme Paule Robitaille**

**Mme Robitaille :** Merci. Bonjour à tous. Oui, en fait, on parle de manque de leadership, mais plus je regarde et plus je me demande si, en fait, on n'est pas en train d'assister à la mise en tutelle du ministère des Relations internationales par le ministère de l'Économie et de l'Innovation. Et les prochains deux heures sont justement pour réfléchir à ça puis avoir les réponses de la ministre.

On avait demandé cette interpellation-là pour vendredi, et finalement, le gouvernement nous a demandé de déplacer l'interpellation à lundi. On a accepté, parce que, pour moi, c'est très important de pouvoir entendre la ministre, parce qu'à chaque fois, en tout cas, souvent en Chambre, j'ai posé des questions à la ministre, et, malheureusement, c'est soit le premier ministre, le ministre de l'Immigration et même, dans le cas de la nomination de Mme Loubier à New York, c'est la vice-première ministre qui s'est levée. Alors là, je suis très heureuse d'avoir la ministre devant moi, qui va répondre à nos questions.

Je regarde, depuis la nomination de la ministre, elle nous dit que le Québec demeurera un chef de file en matière de francophonie. Elle parle de la doctrine Gérin-Lajoie. Elle parle de tirer profit de 50 ans d'affirmation du Québec dans le monde. Elle parle en même temps d'une grande stratégie internationale, elle nous dit qu'elle ne veut pas que le Québec perde sa place. Elle nous parle même d'un institut de la diplomatie et nous dit que nos délégations à l'étranger doivent être beaucoup plus affirmées, surtout en matière économique. Mais, en même temps, ce que je vois sur le terrain — et tout ça, c'est bon, hein, et je trouve ça merveilleux — mais, en même temps, dans les faits, je vois complètement autre chose.

Dans le dernier budget, pas un mot sur les relations internationales. On parle d'Investissement Québec, on parle du ministère de l'Économie, mais pas un mot sur le ministère des Relations internationales. En fait, quand on regarde les chiffres, le budget du ministère diminue. On nage dans les surplus, le budget du ministère baisse.

Moi, je me pose la question : Est-ce que la ministre prend sa place au sein du cabinet? Est-ce que le premier ministre considère que le ministère des Relations internationales est une priorité? Je me pose la question.

Dans la Francophonie, la ministre nous dit que c'est important que le Québec doit demeurer chef de file. On a une belle chance, là, avec les Jeux de la Francophonie à Sherbrooke, soutenir la candidature de Sherbrooke, le gouvernement libéral l'a soutenue en 2015. Qu'est-ce qu'on voit? On voit une espèce de cafouillage, on ne sait pas trop, trop où ça s'en va, la ministre a promis 17 millions, bon, ce n'est pas assez. Ils devaient... il y a à peu près un mois, elle nous avait dit qu'elle allait se prononcer là-dessus, qu'elle allait en parler à sa contrepartie fédérale, on ne sait pas ce qu'il se passe. Moi, je veux avoir l'occasion aujourd'hui d'en parler à la ministre.

Je m'inquiète parce que, justement, dans les faits, on ne voit pas un dynamisme, on ne voit pas un leadership, on ne voit pas un goût de défendre la francophonie au niveau canadien, au niveau de l'Amérique, au niveau du monde. Il y a eu une nomination récemment à l'OIF, Mme Cano, une Québécoise, certes, mais une dame qui travaillait à Ottawa. Est-ce que le Québec a laissé Ottawa prendre la décision et aller de l'avant avec cette nomination-là quand il y avait d'autres gens du côté du Québec qui auraient pu être poussés à l'avant-scène? Je me pose la question.

Durant 15 ans de gouvernement libéral, il y a eu beaucoup de succès au niveau des relations internationales. On a eu un représentant à l'UNESCO. On a contribué à l'aboutissement d'une entente de libre-échange avec l'Europe. On a ouvert une délégation générale à Dakar, la première délégation générale en Afrique de l'Ouest. On a signé au moins 800 ententes bilatérales, dont 10 % de ces ententes-là sont des ententes au niveau culturel : il y a des ententes en matière

d'éducation, en matière de science. On a ouvert une représentation à Cuba. Au sein de l'UNESCO, on a pris le leadership puis on a mis sur pied un symposium qui a eu lieu à Québec en 2017 sur la radicalisation et puis l'Internet — c'est un exemple comme ça qui montre que le Québec rayonne, prend sa place pas juste au niveau commercial, mais va beaucoup plus loin que ça. Il y a des partenariats en éducation. Comme je l'ai dit, il y a des partenariats en science. Et donc il y a plein d'acquis durant les 15 dernières années, et pas juste au niveau commercial, mais aussi au niveau culturel, au niveau de l'éducation puis au niveau de la science.

On ne voudrait pas que ça, ça se perde, parce qu'il y a quelque chose qui s'appelle la diplomatie culturelle, et la diplomatie culturelle, ça révèle l'âme d'une nation. Et, moi, quand j'entends le premier ministre parler de virage économique, j'entends la ministre au CORIM parler de virage économique de nos relations internationales, bien, c'est bien beau, c'est important. C'est important que le Québec prospère à ce niveau-là. Mais il ne faut pas oublier l'autre côté de tout ça. Le Québec n'est pas seulement... n'est pas une province comme les autres. L'Ontario, par exemple, ses affaires internationales, c'est de l'économie. Mais nous, on est beaucoup plus que ça. La Francophonie nous a permis, nous, le Québec, de rayonner à tous les niveaux, et il ne faudrait pas mettre de côté tout ça au profit de deals et puis être très, très réducteurs dans notre approche à l'international.

Ma collègue, en 2017, lançait une nouvelle politique internationale du Québec avec trois orientations : rendre les Québécoises et les Québécois plus prospères; contribuer à un monde plus durable, juste et sécuritaire; promouvoir la créativité, la culture, le savoir et la spécificité du Québec.

En ce moment, à l'UNESCO, Mme Mourani n'a pas été remplacée, on ne sait pas ce qu'il arrive avec Mme Mourani. Notre émissaire aux droits de la personne n'a pas été remplacé non plus. Est-ce que c'est une priorité du prochain gouvernement? On ne le sait pas. Jeux du Québec, Jeux de la Francophonie? Jeux de la Francophonie, silence radio du côté du gouvernement de la CAQ. Dans le budget, dans le dernier budget, pas un mot sur les relations internationales.

Alors, moi, aujourd'hui, durant ces deux prochaines heures, j'aimerais savoir où on s'en va avec nos relations internationales. Est-ce qu'on va pouvoir préserver nos acquis? Est-ce qu'on va aller plus loin que simplement la rhétorique? Dans les faits, qu'est-ce qu'il va se passer? Est-ce que c'est le ministère de l'Économie et de l'Innovation qui va prendre le relais des relations internationales? Ça serait bien dommage.

Alors, sur ce, je laisse la ministre nous répondre.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci, Mme la députée. Maintenant, je cède la parole à Mme la ministre également pour une période de 10 minutes.

### Réponse de la ministre

#### Mme Nadine Girault

**Mme Girault :** Merci, M. le Président. D'abord, je vais remercier la députée de Bourassa-Sauvé de son intérêt et de nous permettre de nous exprimer aujourd'hui. Je suis très heureuse d'être ici, en Chambre, pour démontrer, en fait, l'impact et le leadership de mon gouvernement en matière de relations internationales et de francophonie.

Le leadership, M. le Président, c'est une notion un peu abstraite, mais elle se définit par les actions qu'on pose. Quand on parle d'actions, M. le Président, je parle de travail à l'international pour et dans le bénéfice de l'intérêt des Québécois. C'est exactement ce que fait le gouvernement Legault par l'intermédiaire, entre autres, de mon ministère. Le réseau international appartient à tous les Québécois, et, après 50 ans d'affirmation à l'étranger, le temps, oui, est venu de s'assurer que ce formidable outil, qui nous distingue de façon évidente du reste du Canada, serve encore davantage les intérêts des Québécois et des Québécoises.

• (14 h 10) •

Il y a quelques mois, alors qu'il était encore dans l'opposition, en fait, le premier ministre Legault était au CORIM pour exprimer sa vision de l'action internationale du Québec. *Prendre notre place dans le monde*, c'était le titre de son intervention. Maintenant que les Québécois et Québécoises ont fait leur choix le 1er octobre dernier, qu'est-ce que ça veut dire? Comment va-t-on tirer profit de plus de 50 ans d'affirmation à l'international?

Avant de répondre à la question, laissez-moi brièvement regarder un peu le chemin parcouru. Il faut d'abord reconnaître la contribution de nos pionniers : Hector Fabre, Jean Lesage, puis, bien sûr, Paul Gérin-Lajoie, père de la doctrine du même nom, qui a donné la première grande impulsion à l'expression du Québec sur la scène internationale.

Aujourd'hui, le Québec à l'international, c'est 32 représentations réparties dans 18 pays. Respectée, on rayonne actuellement comme aucune autre province canadienne ou État. Le gouvernement du Québec entretient des relations bilatérales avec une trentaine d'États et de régions fédérés du monde, principalement en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord, mais également en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. Depuis 1960, effectivement, c'est 700 ententes, même plus de 700 ententes qui ont été conclues avec de nombreux pays partenaires.

En matière multilatérale, le Québec est membre de plein droit de l'Organisation internationale de la Francophonie. Il est représenté à l'UNESCO. Nous sommes impliqués activement dans l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, mieux connue sous la FAO. Nous sommes présents auprès de l'Union européenne. On entretient des relations avec plusieurs organisations internationales et non gouvernementales. Le gouvernement du Québec possède une expertise unique et désormais reconnue partout dans le monde.

Puis, évidemment, il y a aussi les membres de la société civile et les nombreuses institutions québécoises, les villes, les universités, les chercheurs, les artistes, les organisations jeunesse, les entreprises, les gens d'affaires, les syndicats, et j'en oublie certainement, qui se sont doté de moyens d'action outre-frontières. Elles jouent toutes un rôle autonome et déterminant dans le rayonnement du Québec à l'étranger.

Ça, c'est le chemin parcouru. Maintenant, où allons-nous? Pour notre nouveau gouvernement, dans le contexte de l'ouverture des marchés, réaliser le plein potentiel du Québec dans le monde, c'est prendre, aujourd'hui, oui, un virage plus économique. Le temps est venu pour nous de tirer davantage profit de notre engagement et de notre crédibilité à l'étranger. Qu'est-ce que ça veut dire? La renégociation et l'apparition de nouveaux tarifs sur l'acier et l'aluminium, cadeau de notre voisin du sud, nous font réaliser à quel point nous sommes dépendants et vulnérables face au marché américain; 70 % de nos échanges commerciaux y sont concentrés. Je ne vous apprend rien, évidemment. Grâce au nouvel Accord États-Unis-Mexique-Canada, le Québec continuera d'être une porte d'entrée privilégiée pour les investisseurs qui continuent de faire des affaires au sud. En 2017, la valeur de nos échanges de marchandises avec les États-Unis était plus élevée que celle de tous nos partenaires commerciaux réunis.

Il est temps d'ouvrir d'autres horizons, et heureusement il y en a. L'Accord économique et commercial global entre le Canada et les États-Unis et l'Union européenne offrent à nos entreprises de nouvelles perspectives en facilitant l'accès à plus de 500 millions de nouveaux consommateurs. En visite officielle à Paris en janvier dernier, le premier ministre a souhaité que la France, notre partenaire direct, privilégié, stratégique et structurel, soit la porte d'entrée vers le marché européen. Et puis la signature de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste, auquel participent le Canada et 10 pays riverains, développés, offre aussi près de 500 millions de nouveaux consommateurs, des nouveaux clients potentiels. Voilà une première bonne raison d'augmenter notre force de frappe économique sur les marchés étrangers.

Mais ce n'est pas tout. Et comment on va s'y prendre? Une réforme de nos façons de faire est en préparation, menée par le ministère de l'Économie et de l'Innovation, oui, en partenariat avec Investissement Québec. D'ailleurs, mon collègue Pierre Fitzgibbon va dévoiler sa stratégie au printemps. Mais ça, c'est la pièce maîtresse d'une vision beaucoup plus large, un mandat que m'a confié le premier ministre à Paris en janvier dernier et qui se traduit par une stratégie internationale de conquête des marchés étrangers, qui vous sera présentée au plus tard à l'hiver 2020. On l'a dit et répété, nos représentations à l'étranger doivent en faire beaucoup plus, plus aussi sur le plan économique.

Quant à nos efforts en soutien à l'exportation, ils vont passer également par le renforcement de notre réseau. Le ministre du Tourisme et l'Alliance de l'industrie touristique vont aussi faire partie intégrante de notre réflexion. Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le ministre de la Culture et des Communications, tous ces ministères vont faire partie de notre stratégie.

Les représentations du Québec à l'étranger devront se réinventer. Elles doivent devenir des carrefours en appui aux villes, aux universités, aux producteurs culturels, aux investisseurs, aux PME et aux entrepreneurs québécois qui souhaitent conquérir l'international. Il y a de très belles histoires, puis on peut s'en inspirer. En Bavière, lors d'une mission, j'ai pu constater combien l'accompagnement de la Délégation générale du Québec à Munich a été précieux pour l'implantation de la division de Rodéo FX en Allemagne, une entreprise innovante d'ici. Nous allons nous assurer que tous nos bureaux disposent des connaissances et des ressources requises pour appuyer les entreprises et les autres partenaires.

M. le Président, on va aussi faire preuve de leadership dans la Francophonie en développant une véritable vision pour l'Afrique, continent qui sera, dans les prochaines décennies, le véritable centre de gravité de la Francophonie. Pour des raisons historiques et grâce à une longue tradition de solidarité internationale et notre appartenance à la Francophonie, le gouvernement du Québec est très actif en Afrique depuis cinq décennies. Nos trois représentations, situées à Dakar, Abidjan et Rabat, couvrent plus d'une vingtaine de pays africains.

Depuis longtemps, l'Organisation internationale de la Francophonie est un espace d'influence privilégié pour le Québec. Nous faisons la promotion non seulement de la langue française, mais aussi de nos valeurs comme société. Le Québec va poursuivre sa contribution à la modernisation de cette organisation en mettant son expertise au service du renforcement de l'État de droit, de la protection des droits de la personne et de l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous sommes fiers de faire valoir les talents du Québec dans les pays de l'espace francophone pour contribuer au renforcement des capacités en matière d'élections, de formation policière et d'institutions judiciaires.

M. le Président, je souhaite m'adresser aux Québécois et aux Québécoises et leur dire que votre ministère des Relations internationales et de la Francophonie est là pour vous aider, soutenir les PME, oui, dans l'exportation, attirer des investisseurs à venir, ici, créer des emplois de qualité, soutenir les chercheurs, les jeunes qui doivent devenir, dans le monde d'aujourd'hui, des citoyens internationaux, soutenir les artistes qui veulent exporter leur art et surtout affirmer son leadership à travers sa vision Afrique.

Je dis à l'opposition : Je vous invite à vous élever au-dessus de la partisanerie politique et à venir travailler avec moi à ces objectifs. Il faut que tous, entreprises, entrepreneurs, étudiants, professeurs, chercheurs de tous les comtés sachent qu'on est là pour eux, pour les aider. Je dis aux Québécois : Votre MRIF, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, est là pour vous, pour vous aider à partir à la conquête des marchés étrangers. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci, Mme la ministre. Maintenant, nous allons débiter la période d'échange. Mme la députée de Bourassa-Sauvé et porte-parole en matière de relations internationales et de francophonie, vous avez la parole pour un maximum de cinq minutes.

### Argumentation

**Mme Robitaille :** La ministre des Relations internationales ne me rassure pas, là, je l'écoute puis elle parle juste d'économie. C'est beau, l'économie, puis on veut absolument être un Québec prospère, puis il faut faire des affaires, on s'entend là-dessus. Mais parler juste d'économie, ça me trouble un peu. Madame parle du rayonnement du Québec comme aucune autre province. Bien, moi, quand je l'écoute, c'est juste de l'économie. Si ça continue comme ça, bon,

mes craintes qu'on assiste à la mise en tutelle du ministère des Relations internationales par le ministère de l'Économie et de l'Innovation, bien, semblent se concrétiser quand je l'écoute. En tout cas, moi, là, ça m'inquiète.

• (14 h 20) •

Mais il y a encore plus que ça, c'est... parce que, même si on veut faire des affaires et juste des affaires, il va falloir faire attention à l'image du Québec, l'image du Québec qu'on a construite depuis plusieurs années, on a une réputation fantastique qu'on a construite, justement qui a pris du temps à construire. C'est facile de détruire une réputation, c'est plus difficile, comment je pourrais dire, de l'améliorer par après quand on l'a complètement détruite.

Et là, en ce moment, sur tout ce dossier-là de l'immigration, on voit qu'à l'international on a mauvaise presse. Et, bon, si on veut attirer les meilleurs talents chez nous, avec une presse comme ça, je ne sais vraiment pas où est-ce qu'on va aller. Je vais vous citer, là, récemment, et on l'a déjà cité en Chambre, mais moi, je vais le répéter. Dans *Le Monde*, là, il y a quelques jours : *Cafouillage au Québec sur l'accueil des étrangers*. Ensuite : *Au Québec, le rêve brisé de nombreux Québécois*, ça c'est dans *Le Figaro*. L'AFP : *Québec : vives critiques contre un projet d'annulation de 18 000 dossiers d'immigration. Une mission délicate et l'apport des communautés nord-africaines*. Là, on parle des 18 000 dossiers que le gouvernement a voulu mettre à la poubelle et qui ont été sauvés, bien, en partie, en tout cas, par une injonction. On ne sait pas combien de dossiers vont être traités, mais, quand même, ils ont été sauvés par cette injonction-là, quelques-uns au moins, mais quand même. Donc, dans cet article-là, on parle des 18 000 dossiers qu'on voulait jeter à la poubelle, on parle aussi de la... le prochain projet de loi sur la laïcité, et là c'est un journal algérien, *Le Matin*, qui dit comment, finalement, la réputation...

**Le Président (M. Ciccone) :** Pardon?

**M. Lévesque (Chapleau) :** Point d'ordre. On est hors sujet actuellement. Là, on parle d'immigration et de laïcité, alors que nous sommes...

**Mme Robitaille :** Oui, bien, ça parle...

**M. Lévesque (Chapleau) :** ... nous sommes clairement...

**Le Président (M. Ciccone) :** Un instant, un instant.

**M. Lévesque (Chapleau) :** Point d'ordre. Nous sommes hors sujet, donc j'invoque l'article.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci. Je vous demande votre collaboration, Mme la députée.

**Mme Robitaille :** On parle de l'image du Québec à l'étranger qui en train d'être salie, et c'est extrêmement dommage. Et, quand la ministre va à l'étranger pour recruter les meilleurs talents, bien, je ne sais pas qu'est-ce qu'elle dit, justement, à ces gens-là qui lui posent des questions sur l'inquiétude, des gens qui veulent venir ici et qui voient la façon d'immigrer au Québec compliquer. J'imagine que ce n'est pas très, très vendeur. Et moi, j'aimerais beaucoup entendre la ministre là-dessus.

Justement, sur les 18 000 dossiers, il y a eu une motion qui a été amenée par ma collègue de Sainte-Marie—Sainte-Anne, qui demandait au gouvernement caquiste de mettre de côté cette idée de jeter à la poubelle les 18 000 dossiers. Il y a eu un vote, et, quand je regarde le transcrit, je vois que la ministre n'apparaît pas dans les noms.

Alors, j'aimerais, aujourd'hui, considérant l'image du Québec, qui a été bafouée par toute cette histoire d'immigration, j'aimerais que la ministre en profite... elle va nous parler de l'image du Québec à l'étranger, comment elle voit ça, à la lumière de tout ce qu'il s'est passé durant les dernières semaines. Et j'aimerais savoir sa position sur ces 18 000 dossiers là, qu'est-ce qu'elle en pense, parce que, si elle n'a pas voté durant cette motion-là, j'aimerais qu'elle nous donne un peu son point de vue sur toute cette idée de mettre à la poubelle les 18 dossiers. Et j'aimerais connaître, un peu, quel est son discours quand elle aborde ces homologues étrangers pour vendre le Québec quand quelque chose comme ça se passe, quand, justement, toute cette idée traditionnelle d'accueil et d'ouverture est mise à la poubelle quand on ne veut pas traiter 18 000 dossiers qui représentent 50 000 personnes, 50 000 immigrants potentiels. Alors, sur ce, j'aimerais écouter la ministre. Merci.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci, Mme la députée. Maintenant, je cède la parole à Mme la ministre.

**Mme Girault :** Merci, M. le Président. M. le Président, le mandat que m'a confié le premier ministre a été de donner une impulsion plus économique au ministère des Relations internationales et de la Francophonie. Une impulsion plus économique, ça veut dire bâtir sur les bases déjà existantes.

Le Québec, oui, l'économie important, par contre, on continuera à faire ce qu'on fait très bien : la coopération internationale, la solidarité, la coopération scientifique, culturelle, la mobilité des étudiants. Tout ça, M. le Président, sont des éléments excessivement importants qui ont été à la base de ce que le ministère des Relations internationales a bâti au cours des années et qui vont continuer.

Quelques exemples : il y a quelques semaines, mon collègue le député de Beauce-Sud était au Maroc pour participer au 50e anniversaire de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la francophonie. M. le député de Beauce-Sud est aussi l'adjoint parlementaire du premier ministre pour la jeunesse. On a signé une entente au Maroc



entre le Québec et le Maroc, où on a ouvert, je le répète, des bureaux l'an dernier à Rabat, et le bureau à Rabat, et Les Offices jeunesse internationaux du Québec.

M. le Président, parce que... la nouvelle impulsion économique que le premier ministre a donnée au MRIF ne doit pas nous faire oublier les autres aspects importants, aspects très importants de l'action internationale du Québec, et, je le répète, la coopération scientifique, culturelle, technologique, la mobilité jeunesse, la solidarité internationale.

En même temps, il faut aussi s'occuper des arts de la scène. Les arts de la scène et le théâtre québécois sont très vivants au Japon, au Royaume-Uni, en Belgique. Et pourquoi? Grâce à leurs qualités exceptionnelles puis aussi grâce au travail de nos délégations dans ces pays, délégations qui travaillent sur plusieurs fronts en même temps.

En Bavière, quand je suis allée dernièrement, en janvier, j'ai eu l'occasion de me rendre à l'Université Ludwig-Maximilians de Munich, où se trouve un des ordinateurs les plus puissants d'Europe. Ce superordinateur est mis à contribution dans un projet conjoint avec l'organisme québécois Ouranos pour créer des modèles de prévision du climat en haute résolution. Et là on parle d'environnement, encore un autre axe sur lequel on travaille beaucoup à l'international. Donc, on ne regarde pas que l'économie, on regarde un ensemble de facteurs.

En solidarité internationale... Encore une fois, le Québec a une longue tradition en solidarité internationale, tradition qu'on va continuer. On va poursuivre notre engagement, notamment en solidarité économique, oui, une approche plus efficace pour résoudre des problèmes structurels, comme la gouvernance, les inégalités sociales, économiques. De plus en plus, des coopératives, les regroupements, les producteurs, les syndicats, ils font face... ils nous aident à faire face, en fait, à la précarité alimentaire, puis on les aide à s'adapter aux impacts déjà catastrophiques du changement climatique. Donc, plusieurs axes sur lesquels on travaille.

Je l'ai dit tout à l'heure, lors de ma présence au CORIM, j'ai annoncé qu'on ferait une vision Afrique, vision Afrique qui va encore toucher à plusieurs sujets, mais qui va s'appuyer sur l'organisation et la solidarité internationale qu'on donne depuis des années à l'Afrique.

Le Québec va continuer à faire ce qu'il fait de bien : aider nos organismes de coopération internationale à intervenir efficacement partout et principalement dans les pays du Sud. Actuellement, on gère 24 coopérations sur quatre continents, et on couvre 26 pays et régions. Et ça, M. le Président, on va continuer à le faire.

Ça fait que, oui, l'économie, c'est important, mais on continue à bien faire ce qu'on fait, coopération internationale, solidarité, coopération scientifique, culturelle, mobilité. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci, Mme la ministre. Maintenant, je cède la parole au député de Vachon.

**M. Lafrenière :** Merci, M. le Président. Alors, quel est le rôle du Québec au sein de la francophonie? M. le Président, j'ai été surpris d'ailleurs de l'affirmation de l'opposition au sujet du manque de leadership du Québec dans la francophonie, ayant moi-même travaillé pour des agences comme l'Organisation internationale de la Francophonie, l'OIF. D'ailleurs, je veux remercier l'opposition d'amener ce sujet-là aujourd'hui, donc de démontrer de l'intérêt pour le sujet.

Et j'ai le goût d'utiliser une expression très, très célèbre, en disant qu'on peut mâcher de la gomme et marcher en même temps. Alors, quand j'entends qu'on parle d'économie et aussi de représentation internationale, je me dis qu'il est possible de faire les deux en même temps. Mais je ne vous parlerai pas de perception. J'ai le goût d'utiliser des exemples concrets et ne pas rester sur les apparences seulement.

Alors, la ministre vous l'a dit tout à l'heure, il y a quelques semaines, mon illustre collègue le député de Beauce-Sud était au Maroc pour participer au 50e anniversaire de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la francophonie. Le député de Beauce-Sud, qui est l'adjoint parlementaire du premier ministre pour la jeunesse, a signé une entente avec le Maroc — d'ailleurs, c'est un endroit où il y a un bureau qui a été ouvert à Rabat l'an dernier — et Les Offices jeunesse internationaux du Québec.

Lors de sa mission, il a plaidé pour que l'environnement soit une priorité forte en francophonie au cours des prochaines années, car la jeunesse attend des élus des gestes concrets pour faire face aux changements climatiques. Je parle de ça, M. le Président, parce que la nouvelle impulsion économique pour le premier ministre... l'impulsion économique qu'il a donnée au ministère des Relations internationales et de la Francophonie ne doit pas nous faire oublier les autres aspects importants de l'action internationale du Québec, comme la coopération culturelle, scientifique, technologique, la mobilité des jeunes et la solidarité internationale.

• (14 h 30) •

L'action internationale du Québec, c'est aussi le désir de se rapprocher d'autres États et de régions, de permettre à des jeunes, des artistes, des chercheurs, des étudiants de partager des expériences et des expertises auprès d'autres cultures. Par exemple, je pense qu'on connaît tous ici l'importance de la coopération culturelle et scientifique avec la France, notre partenaire privilégié. De plus, on en a parlé tout à l'heure, mais les arts de la scène, qui rayonnent beaucoup dans l'international, on peut parler du théâtre québécois, qui est bien vivant au Japon, au Royaume-Uni ou en Belgique, grâce à leur qualité exceptionnelle, aussi grâce au travail de nos délégations dans ces pays-là, parce que c'est le travail des délégations, justement, de faciliter leur travail. On a un très bon rayonnement.

Dans certains cas, la relation du Québec avec ses partenaires est véritablement multidisciplinaire. Par exemple, on en a déjà parlé, mais vous allez voir, on va vous en parler beaucoup, parce que c'est un fait important, par exemple, la Bavière, avec qui nous entretenons des liens depuis plus de 30 ans. L'accord de coopération liant la Bavière et le Québec s'est élargi aux échanges scientifiques, culturels, politiques et administratifs, mais aussi dans le domaine de l'éducation. Ça, c'est un domaine qui est important pour nous. Ma collègue la ministre des Relations internationales et de la Francophonie vous l'a déjà dit, elle s'est rendue en mission en Bavière en janvier dernier, donc c'est tout récent. Elle a eu l'occasion de visiter l'Université Ludwig-Maximilians de Munich, où se trouve un ordinateur des plus puissants d'Europe. Cet

ordinateur-là, ce superordinateur-là a été mis à contribution dans un projet conjoint avec l'organisme québécois Ouranos pour créer des modèles de prévision du climat en haute résolution.

Et, M. le Président — je vais faire un petit aparté à ce sujet-là — en début d'année, je me suis rendu à Edmonton pour la conférence canadienne des ministres provinciaux en matière de sécurité civile. Et, dans le cadre de la rencontre, le fédéral avait émis le souhait de se doter d'un outil performant pour faire face aux changements climatiques, et le leadership du Québec a été reconnu par les gens qui étaient sur place justement parce qu'il avait été développé avec Ouranos. Alors, je vous le confirme, puis je ne vous parle pas de théorie, c'est des faits, je l'ai vécu lorsque j'étais à Edmonton encore tout récemment.

Un autre exemple de coopération multidisciplinaire, c'est la Chine. Près d'une dizaine d'ententes sont actuellement en vigueur, de la formation des juges chinois au Québec au jumelage de villes chinoises en passant par l'éducation supérieure.

Pour ce qui est de la solidarité internationale, le Québec a une longue tradition de solidarité internationale. Les actions en solidarité contribuent depuis des décennies à donner une image positive et dynamique du Québec et à promouvoir ses valeurs. L'engagement du gouvernement dans ce domaine repose sur une approche unique au Québec, qui est fondée sur un partenariat, une véritable cogestion avec la société civile en particulier, avec pas moins de 64 organismes internationaux.

Le Québec prône une solidarité à visage humain, un esprit de proximité, d'humanité et d'ouverture. C'est une approche qui a fait ses preuves, et c'est pourquoi nous allons poursuivre notre engagement en ce sens, notamment en solidarité économique, une approche efficace pour résoudre des problèmes structurels comme la gouvernance et les inégalités sociales et économiques. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci, M. le député. Maintenant, je cède la parole à la députée de l'opposition officielle, toujours pour un maximum de cinq minutes.

**Mme Robitaille :** Ce que j'entends, là, j'entends de la rhétorique. J'entends de la rhétorique. Vous me parlez de longue tradition de solidarité internationale, du dynamisme de nos délégations à l'étranger. Bien, j'espère que ça va continuer, parce que, dans le dernier budget, on ne voyait pas une emphase spéciale sur les relations internationales, en fait, on diminuait le budget des représentations à l'international.

Mais, bon, tout ça, de la rhétorique, vous parlez... Mme la ministre parlait de la vision Afrique, de l'importance de l'Afrique. Là, on a quelque chose de concret, on aurait vraiment une belle occasion de montrer concrètement qu'on veut faire quelque chose, qu'on veut faire une différence, qu'on veut continuer dans la tradition, justement, du Québec qui est leader dans la francophonie, qui est une partie... qui est un État à part entière dans la francophonie.

Je parle des Jeux de la Francophonie, je parle de la candidature de Sherbrooke. Qu'est-ce qu'on fait là-dedans? Qu'est-ce que la ministre fait là-dedans, notre gouvernement caquiste fait là-dedans? Pas du tout intéressés. On a l'impression qu'ils ont abandonné le projet complètement. Et je ne vois vraiment pas où ça s'en va.

Ça peut être des retombées fantastiques d'un point de vue économique, là, puisque vous, là, vous êtes très, très, très économique. Pour la ville de Sherbrooke, c'est fantastique, c'est des retombées économiques, c'est une façon de remettre à niveau ses infrastructures tant sportives... Puis les Jeux de la Francophonie, ce n'est pas seulement du sport, mais c'est aussi de la culture, c'est aussi des arts, c'est des milliers de jeunes francophones, beaucoup là-dedans viennent de l'Afrique, qui seraient là, qui seraient à Sherbrooke, qui interagiraient avec la population locale. C'est l'occasion de tisser des liens, d'échanger des cartes d'affaires, si on pense économie encore une fois. C'est une façon de faire rayonner le Québec, de montrer que le Québec est un leader à part entière et que le Québec est là, le porte-voix des francophones du Canada, des francophones de l'Amérique, parce qu'il ne faut pas oublier qu'on est le vaisseau amiral de la protection de la langue française en Amérique. Alors là, les Jeux de la Francophonie à Sherbrooke, c'est une belle occasion.

Et, là-dessus, la ministre, comme je disais tout à l'heure, silence radio, on ne sait pas trop, elle a parlé du bout des lèvres de 17 millions, ce n'est pas assez, elle joue, elle négocie peut-être, on ne sait pas. Est-ce qu'elle a abandonné le projet? Elle devait nous en parler, elle ne nous en parle pas. Je trouve ça extrêmement dommage, parce que la ville de Sherbrooke s'est dite intéressée, se dit très intéressée, Ottawa se dit très intéressée. Et, quand on parle à ces différents partenaires là, on nous dit : Bien, on attend le Québec. On attend que le Québec se commette. On attend que le Québec nous donne des chiffres réalistes. On n'a rien. Et j'ai posé la question en Chambre, par voie des réseaux sociaux, je l'ai interpellée, je ne sais pas où elle en est là-dessus. Je ne sais pas, peut-être que son gouvernement, ce n'est pas une priorité pour son gouvernement. Dans le passé, on a eu un gouvernement du Parti québécois, des gouvernements libéraux, des gouvernements du Parti québécois qui ont misé sur les échanges internationaux, les échanges francophones, pas juste au niveau commercial, mais à d'autres niveaux. Je parlais ici, en Chambre, de la Super Francofête dans les années 70, et, de là, ça a porté fruit, il y a eu plein de choses. Est-ce que, justement, ce virage économique fait en sorte que des jeux comme ceux de la Francophonie en 2021, ce n'est pas important, ce n'est pas une priorité, ça n'intéresse pas? On parlait du théâtre au Japon. Est-ce que ça aussi, finalement, c'est de la rhétorique, ce n'est pas une priorité, si on a de l'argent, peut-être, mais sinon...

Alors, moi, j'aimerais beaucoup que la ministre nous réponde clairement là-dessus. Elle en est où avec ce dossier-là? On nage dans le surplus, là. Qu'est-ce qu'on fait? On aurait une belle occasion de se démarquer, de montrer, encore une fois, son leadership dans le sujet, un certain dynamisme. Alors, c'est une belle occasion. Mme la ministre, j'espère qu'elle nous répondra d'une façon claire, précise, et on saura où on s'en va avec ça.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci, Mme la députée. Je cède maintenant la parole à Mme la ministre, pour toujours un maximum de cinq minutes.

**Mme Girault :** Merci, M. le Président. M. le Président, je suis très heureuse d'avoir la question, en fait, autour du budget, parce que, justement, cette semaine... en fait, la semaine passée, mon collègue ministre des Finances a présenté un budget dont on est très fiers. Premier budget au gouvernement caquiste, et on est vraiment très heureux de ce budget. D'ailleurs, comme vous avez pu le constater, M. le Président, le budget des dépenses du ministère des Relations internationales et de la Francophonie présente une enveloppe stable de 111 millions, 111,5 millions exactement pour le prochain exercice financier.

Maintenant, c'est intéressant d'entendre ma collègue indiquer qu'on ne semble pas avoir une priorité au niveau du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, alors que, quand je regarde l'évolution du budget sur les 12 dernières années, on note que, dans les années 2014, 2015, 2016, 2017, le budget du ministère des Relations internationales et de la Francophonie a été coupé substantiellement pour descendre presque à l'équivalent de 90 millions. Donc, on parle vraiment de coupures énormes. C'est à penser que, pour eux, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie n'était pas vraiment une priorité.

Cela étant dit, M. le Président, le budget qu'on a déposé jeudi dernier, on présente des nouvelles initiatives pour 2019-2020, et je vais me permettre de vous faire un peu le... décortiquer ces initiatives-là.

D'abord, la création d'un institut de diplomatie québécoise, où on distribue 400 000 \$ la première année, pour 1,8 million par année à terme, donc on parle vraiment d'un institut où va mettre en place une diplomatie pour aider nos diplomates étrangers à être encore plus performants, être encore plus outillés pour faire un travail exceptionnel dans nos réseaux.

Ensuite, on parle de déploiement de conseillers en recherche et en innovation dans le réseau à l'étranger, 1 million dès la première année. Les libéraux avaient prévu rappeler ces ressources en 2019-2020. Nous, on a décidé de les reconduire et d'étendre, en plus, leur présence dans d'autres délégations.

• (14 h 40) •

On veut aussi diversifier les marchés en formant une plateforme de services personnalisés et spécialisés pour les entreprises, donc, encore une fois, 1 million dès la première année. Et ça, ce n'est qu'un début, M. le Président.

En fait, ce qu'on veut faire, c'est de faire encore mieux et de faire encore plus. Et, quand on regarde le budget total du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, on est à 111,5 millions, qui est stable, mais on a aussi un 2,4 millions additionnels qu'on ajoute, parce que, si vous souvenez bien, il y avait 5 millions qui avaient été alloués au budget l'année passée pour le déploiement de nouvelles ressources. De ces 5 millions là, il n'y a que 2,5 millions qui ont été utilisés. Donc, il reste un 2,5 millions non utilisés qu'on va utiliser, nous, pour absorber le peu de croissance des dépenses qu'on pense avoir. Donc, si on rajoute ce 2,5 millions aux 111,5 millions, on est rendu à presque 114 millions de budget, M. le Président, qui est loin, qui est très loin du 90, 92, 95 millions qui avaient été alloués par l'opposition lorsqu'ils étaient au gouvernement en 2014, 2015, 2016 et 2017. Donc, c'est pour vous montrer, M. le Président, que, oui, c'est important, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, et non seulement c'est important, c'est : on garde le même budget, on ajoute et on ajoute aussi des actions et des stratégies différentes.

Puis je veux juste revenir un peu sur... À l'intérieur de ce budget-là, on a 8,7 millions pour appuyer la coopération internationale pour le développement durable et la lutte contre les changements climatiques. Non seulement on veut se positionner autour de ce qu'on fait déjà très bien, mais on veut aussi se positionner au niveau de bonifier les contributions apportées à la coopération internationale dans plusieurs autres domaines, par exemple, contribuer aux efforts de solidarité et de coopération internationale puis consolider le rôle du Québec en matière de diplomatie climatique.

Parce que ça aussi, c'est un enjeu dont on va s'occuper, M. le Président, et dont on va s'occuper pas juste au Québec, mais surtout à l'international aussi, parce qu'on a les compétences. Ici, au Québec, on performe très bien au niveau des GES et on veut amener cette expertise-là à l'extérieur. On performe très bien aussi de tout ce qui est l'énergie propre, l'hydroélectricité, et ça aussi, on veut amener ça à l'extérieur.

Donc, on ne parle pas juste de continuer à faire ce qu'on fait bien, mais aussi d'ouvrir dans des domaines qui deviennent des domaines prioritaires et des domaines où on a déjà l'expertise, où on peut aider les pays dans lesquels on a des délégations générales et des délégations des différents bureaux du ministère des Relations internationales et de la Francophonie. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci, Mme la ministre. Maintenant, je cède la parole au député de Chapleau.

**M. Lévesque (Chapleau) :** Merci beaucoup, M. le Président. D'entrée de jeu, bien, moi, je me poserais une question. Pour un ancien gouvernement qui reconnaissait, par le passé, l'importance de l'économie, je suis un peu surpris d'entendre, cet après-midi, la critique très virulente de notre collègue de Bourassa-Sauvé. On ne reconnaît plus le Parti libéral, mais, peut-être, en fait, il ne se reconnaît plus lui-même.

Donc, M. le Président, il va sans dire que le Québec est une nation distincte reconnue à travers le monde comme étant la porte de la francophonie en Amérique. Cette réputation remarquable du Québec à l'étranger est le résultat d'un leadership nationaliste dont plusieurs gouvernements ont su faire preuve au cours des dernières décennies. Nous souscrivons entièrement à cette approche. En tant que gouvernement, nous sommes justement reconnus sur la scène internationale parce que nous avons le leadership d'affirmer l'identité et la langue du Québec.

C'est pourquoi il est important d'examiner attentivement l'histoire du Québec pour constater tout le chemin que le Québec a parcouru depuis les 50 dernières années. Prenons, par exemple, la date du 12 avril 1965, date où le vice-premier ministre de l'époque, Paul Gérin-Lajoie, prononçait un discours historique devant le corps consulaire de Montréal, et je le cite : « Dans tous les domaines qui sont complètement ou partiellement de sa compétence, le Québec entend désormais jouer un rôle direct conforme à sa personnalité et à la mesure de ses droits. » Ces paroles sont le fondement de la

doctrine Gérin-Lajoie, que nous reconnaissons comme étant le prolongement externe des compétences internes du Québec. Tout comme lui, nous croyons à la capacité juridique du Québec de se représenter par lui-même et d'exercer ses propres compétences à l'international.

Il est donc difficile de parler de manque de leadership lorsque le Québec s'affirme haut et fort sur la scène internationale comme aucune autre province ou quelconque État dans le monde ne le fait, notamment en matière de protection des droits de la langue française. À preuve, dans tous les domaines confondus, le gouvernement du Québec entretient des relations bilatérales avec une trentaine d'États et de régions fédérés du monde en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord, mais également en Asie et en Amérique du Sud. Grâce au leadership dont nous faisons preuve, le commerce, l'éducation, l'environnement, les sciences et l'innovation ne sont que quelques exemples parmi les nombreux champs de compétence que le Québec assume pleinement sur la scène internationale. Le leadership dont nous faisons preuve actuellement permet au Québec de continuer d'entretenir de nombreux échanges internationaux sur le partage des connaissances, des compétences et des enjeux dont nous assumons l'entière responsabilité.

L'échange des meilleures pratiques et la création de maillages entre acteurs économiques, diplomatiques, sociaux et culturels sont, par ailleurs, ce qui fait le succès du Québec à l'international. Depuis 1960, plus de 700 ententes ont été conclues entre le gouvernement du Québec et des États étrangers dans des domaines aussi variés que l'économie, la culture, la technologie, la mobilité et la jeunesse. Il faut également rappeler que le Québec est membre de l'Organisation internationale de la Francophonie et participe ainsi à une véritable solidarité entre 88 États et gouvernements. Ces États et gouvernements représentent plus du tiers des États membres des Nations unies à travers le monde. Cela nous donne justement la chance de faire, encore une fois, preuve de leadership, notamment au Sommet de la francophonie, à la Conférence ministérielle de la Francophonie, au Conseil permanent de la Francophonie et à leurs commissions, ainsi que tout autre groupe de travail. À ce titre, nous sommes l'un des plus importants bailleurs de fonds de l'Organisation internationale de la Francophonie et sommes reconnus comme étant parmi les membres clés les plus actifs. De plus, le Québec participe également à la Journée internationale de la Francophonie, où des centaines d'activités se tiennent partout dans le monde tout au long du mois de mars, pour célébrer, justement, la francophonie. Nous participons également aux Jeux de la Francophonie, et il s'agit ici d'une opportunité et d'une belle tribune pour saluer les athlètes. Donc, félicitations à l'Équipe Québec!

D'autre part, la diversité économique est un objectif louable. Il faut regarder la réalité en face et réaliser que le Québec doit favoriser la diversification dans ses échanges commerciaux à l'étranger. La réalité demeure : les États-Unis représentent 70 % des exportations québécoises. Nous sommes donc dépendants et vulnérables face au marché américain dans un contexte commercial tendu. À titre d'exemple, l'an dernier, la valeur de nos échanges de marchandises avec les États-Unis était plus élevée que celle de tous nos autres partenaires réunis. Le Québec doit tirer avantage des liens qu'il a bâtis avec ses autres partenaires dans le monde. Le reconnaître, en plus de l'affirmer haut et fort, est justement un autre exemple en matière de leadership.

Dans ce contexte, il est important de souligner qu'avec l'Accord économique commercial et global entre le Canada et l'Union européenne et l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste, le Québec gagne jusqu'à 1 milliard de nouveaux clients potentiels. Bien sûr, les États-Unis demeurent notre premier partenaire, mais nous sommes en train de faire preuve de leadership afin d'augmenter nos échanges avec d'autres partenaires à l'étranger et afin d'exploiter notre plein potentiel grâce aux tribunes dont nous disposons sur la scène internationale.

Prenons exemple sur le discours du premier ministre, qui l'a répété à plusieurs reprises : Le Québec doit augmenter la cadence et la valeur de ses échanges commerciaux. C'est notamment pour cette raison que notre collègue, le ministre de l'Économie et de l'Innovation et député de Terrebonne, travaille actuellement à préparer une réforme d'Investissement Québec pour mieux accompagner nos entreprises exportatrices. Cette réforme et cette stratégie devraient être présentées au printemps. De notre côté, le mandat économique confié par le premier ministre se traduira par une stratégie internationale de conquête des marchés, qui sera présentée au plus tard à l'hiver 2020. Nous devons faire de meilleures représentations à l'étranger, faire plus et faire mieux sur le plan économique afin de faciliter l'implantation de nos entreprises. Merci.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci, M. le député. Maintenant, je cède la parole à la députée de la deuxième opposition et porte-parole en matière de relations et de solidarité internationales, et en matière de francophonie, Mme la députée de Taschereau, pour un maximum de cinq minutes.

**Mme Dorion :** Le libellé de l'interpellation qu'on débat aujourd'hui va comme suit : L'absence de leadership du gouvernement caquiste en matière de relations internationales et de francophonie.

C'est la première fois que je me prête à un exercice du genre, et ce que j'ai compris, c'est que mon rôle, ça devrait être de renchérir et de blaster le gouvernement, de dire qu'il ne fait rien, de dire qu'il se fout des relations internationales, etc. C'est ce qu'on attend d'un porte-parole de l'opposition.

Je pourrais même commencer en disant que la CAQ a réduit le nombre de bureaux et d'antennes du Québec à l'international, qu'elle a sabré dans les budgets du ministère des Relations internationales, sauf que c'est faux. Ça, ça a été fait par les libéraux. Et, après, là, c'est les libéraux qui font une interpellation pour parler du manque de leadership.

Moi, je regarde ça puis j'ai de la misère à jouer le jeu de blaster le gouvernement pour blasterblast le gouvernement à ce stade-ci des choses. Ça fait que je vais prendre mon cinq minutes pour vous parler de vision et d'un brin d'utopie, comme les... Quand je parle d'utopie, je parle des utopies réalistes, comme celles de Rutger Bregman ou les utopies utiles de Thomas Piketty, pour ceux qui les ont lus.

Vous le savez, ma formation politique est très critique du libre-échange, comme l'ALENA, comme l'Accord Canada-Europe. Pourtant, même si on était au pouvoir de la province de Québec, on n'y pourrait rien, on ne pourrait rien

face à ces traités néolibéraux qui ne prennent pas en compte les peuples, mais seulement les intérêts financiers d'une certaine classe mondiale. On le sait, que le vrai pouvoir sur ces traités est à Ottawa, ce n'est une surprise pour personne. Alors, je vais quand même vous parler... ça va vous paraître un peu champ gauche, tout ce que je vais raconter, parce que, comme disait Pierre Falardeau, on va toujours trop loin pour ceux qui ne vont nulle part, ou pour ceux qui ne vont pas très loin.

• (14 h 50) •

Alors, nous, dans notre formation politique, évidemment, ce qu'on veut, c'est renégocier ces accords internationaux et les fonder sur les principes d'équité. Parce que l'ALENA, aujourd'hui l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, tout comme l'accord économique et commercial global entre le Canada puis l'Europe, on restreint les pouvoirs de nos gouvernements à intervenir dans l'économie. Ça aussi, tout le monde le sait, c'est un truc de base. Mais ce que ça veut dire, c'est qu'ils ont aussi restreint le pouvoir démocratique. Parce que, moi, sur les compagnies multinationales, je n'en ai pas, de pouvoir. En tant que citoyenne dans un État, j'ai un certain pouvoir, mais, si mon État n'a pas de pouvoir face à la multinationale, on vient de perdre du point de vue de la démocratie. Et ça se passe à vitesse grand V, en ce moment, depuis quelques décennies, et ça continue.

Ce qu'il arrive, c'est que les États, maintenant, avec ces accords-là, ont tout simplement peur de se faire poursuivre par des multinationales qui, selon ces traités, ont tout à fait le droit de faire ça, qui, souvent, gagnent leurs causes, et nos élites politiques ont intériorisé ça. Il y a carrément eu un changement psychologique qui s'est effectué chez eux, une espèce d'impuissance assumée dans notre façon de conduire notre économie. Si Albert Memmi a fait le portrait du colonisé en 1957, on pourrait, aujourd'hui, faire le portrait du mondialisé.

Et les accords de libre-échange ont échoué sur le plan politique, parce que les promesses de prospérité qui ont été faites puis tous les modèles économiques dont on convenait des milliers de classes d'université : regardez comme c'est extraordinaire, ces accords-là ont échoué parce que les promesses de prospérité ne se sont pas matérialisées pour les travailleuses et les travailleurs. Au contraire, ce qu'on voit depuis les années 80, et ça, même des organismes, comme le FMI, l'ont reconnu... ce qu'on voit, depuis les années 80 jusqu'à aujourd'hui, c'est qu'on s'est retrouvés au milieu d'une crise sociale, dont les gilets jaunes, en France, ne sont très probablement qu'un tout petit présage.

Donc, la classe moyenne est en recul depuis les années 80. Le néolibéralisme, les mauvais traités de libre-échange sont en progression aussi depuis les années 80. En plus, ces traités-là, ce n'est même pas du vrai libre-échange, c'est des traités de milliers de pages, avec des milliers d'articles que chacun a pris soin de mettre pour être sûr que ça arrive, que ça n'arrive pas, que, s'il arrive ça, des milliers de pages que personnes n'a le droit de voir à part à la fin du processus. Un vrai traité de libre-échange, techniquement, ça devrait tenir sur une page. «Laisser faire, laisser passer», comme disait Vincent de Gournay, au XVIIIe siècle, dans sa formule célèbre. Moi, ce n'est pas ce que je veux, loin de là, ce n'est pas ce que ma formation politique veut, mais, si la classe financière qui veut du libre-échange... des conséquences, c'est ça qu'elle ferait.

Donc, pour Québec solidaire, il n'y a pas d'avenir ni dans le protectionnisme ni dans le libre-échange, il y en a dans des accords justes, qui servent les peuples en entier et pas seulement quelques-uns, pas seulement l'oligarchie mondiale. Mais sortir de ces traités de libre-échange là, il faudra que l'État québécois devienne un instrument de progrès social, de planification environnementale, et, pour ça, l'État québécois se devra d'être un véritable État. Merci beaucoup de votre écoute.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci, Mme la députée. Maintenant, je cède la parole à Mme la ministre.

**Mme Girault :** Merci, Mme la députée, pour ce bel échange. Je vais prendre les quelque cinq minutes qui me sont allouées pour revenir un peu sur la vision du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, puis aussi positionner quelles sont nos représentations et comment on fonctionne un peu dans nos représentations.

J'aimerais rappeler que le réseau, c'est 32 représentations à travers 18 pays. Ces représentations se divisent en huit délégations générales, cinq délégations, 12 bureaux à l'étranger, cinq antennes et deux représentations en affaires multilatérales. Maintenant, c'est important de dire que, dans ces représentations-là, on a des équipes pour... majoritairement, dans les délégations générales, on a des équipes qui varient entre 10 et 40 personnes, pour la plus grande, qui est à Paris.

Comment fonctionne une délégation? Nos délégations générales, qui sont à Paris, New York, Londres, Bruxelles, Tokyo, Munich, Dakar... il m'en manque une... Mexico, sont les délégations les plus importantes, elles sont les plus importants postes à l'étranger. Ils sont dirigés par le ou la déléguée et ils offrent des services dans plusieurs secteurs. Donc, oui, on a des secteurs en économie, mais on a aussi des conseillers qui s'occupent de l'éducation, de la culture, l'immigration, l'agroalimentaire et les affaires publiques. Donc, on touche vraiment six secteurs à l'intérieur de chacune de nos délégations, six secteurs où est-ce qu'on a des conseillers, des gens qui ont l'expertise dans ce domaine-là et qui sont responsables d'aider les entreprises et/ou les individus, les Québécois, qui veulent s'installer à l'étranger ou faire des affaires à l'étranger.

Donc, notre vision, au niveau du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, c'est vraiment d'ouvrir ces délégations pour en faire plus et le faire mieux. Donc, on va poursuivre nos coopérations bilatérales, multilatérales, les actions qui nous ont permis de développer, vraiment, ce réseau solide à l'étranger. On continue à bâtir sur ce réseau et, en même temps, on va aussi établir un institut de diplomatie. Parce que ce qu'on s'est rendu compte, c'est que, quand on rentre, quand on arrive avec les délégations et qu'on envoie un nouveau ou une nouvelle déléguée, ces gens-là manquent de support, ils manquent d'encadrement, ils manquent de compétences, donc on va les aider à être mieux outillés au niveau de l'institut de la diplomatie économique. On va aussi faire une réforme totale du processus de nomination pour s'assurer que ce soient les meilleurs éléments qui dirigent le corps diplomatique et que celui-ci aussi soit paritaire. Parce que, là encore, on a observé que, dans les délégations, on est loin de la parité. Donc, on va s'assurer d'avoir la parité au niveau des délégations à travers le réseau.

Ce qu'on veut faire au niveau de notre leadership, c'est qu'on veut aider les entreprises, entre autres, à diversifier leur marché d'exportation. On veut attirer les investisseurs étrangers ici pour qu'on crée des meilleurs emplois, des emplois plus payants et on veut accompagner les entreprises qui souhaitent exporter puis explorer leur potentiel d'exportation à l'extérieur du Québec et, idéalement, diversifier à l'extérieur des États-Unis, donc.

Pour y arriver, on va évidemment s'appuyer sur nos partenaires stratégiques : la France, oui, poursuivre les efforts avec les États-Unis, mais surtout renforcer les actions en Amérique latine, par exemple, en Colombie, au Mexique, d'où j'arrive il n'y a pas très longtemps. Et on a fait de très belles entrées au Mexique. On va aussi miser sur la Chine, sur l'Asie avec la Chine, qui est le deuxième partenaire économique du Québec et qui a un très fort potentiel, donc tous ces accords. Puis évidemment on va développer la vision Afrique, où on va se positionner en aidant l'Afrique, en les soutenant et en leur apportant notre expertise à travers nos accords multilatéraux.

Ça donne une idée de comment on veut se déployer à travers l'étranger, à travers le multinational, mais à partir des bases qu'on a déjà construites, et en solidifiant ces bases, et en mettant... Comme je dis tout le temps, la fondation est très solide. On solidifie la fondation, on est prêt à mettre des étages supérieurs. Et tout ça, ça rappelle un peu le discours que j'ai fait au CORIM, il n'y a pas très longtemps, devant plus de 550 convives, où j'ai vraiment affirmé mon intention de créer un institut de la diplomatie et où j'ai expliqué quelle était la stratégie de conquête des marchés à l'international. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci, Mme la ministre. Je cède maintenant la parole à Mme la députée de Les Plaines.

**Mme Lecours (Les Plaines) :** Merci beaucoup, M. le Président. En fait, merci de m'offrir l'opportunité de m'exprimer sur un sujet qui me passionne en tant que fière Québécoise et en tant, aussi, que francophone.

En fait, en faisant la lecture du libellé de l'interpellation de ma collègue de Bourassa-Sauvé, j'avoue que j'ai dû le relire plusieurs fois dans le but de bien comprendre ce que la collègue voulait dire : L'absence de leadership du gouvernement caquiste en matière de relations internationales et de francophonie. Et vous savez quoi, M. le Président? Je ne comprends toujours pas le libellé. En effet, j'ai de la difficulté à comprendre.

Si j'ai de la difficulté à comprendre, c'est que, depuis qu'elle est ministre des Relations internationales et de la Francophonie, ma collègue la députée de Bertrand multiplie les efforts, elle vient de vous en faire l'éloge, et donc les voyages et les rencontres pour faire rayonner le Québec à l'étranger. Elle n'est pas la seule, d'ailleurs, à le faire, parce que d'autres ministres se déplacent, eux aussi, pour faire valoir les compétences et les intérêts du Québec à l'extérieur de la province. Je pense, en l'occurrence, à mon collègue et voisin de circonscription le ministre de l'Économie et de l'Innovation, on vous l'a dit, qui s'est rendu à Davos pour parler d'économie et de francophonie, et même, tout récemment, les ministres du Tourisme, de l'Agriculture et de la Francophonie se parlent justement pour faire valoir les mérites gourmands de notre province dans les Vieux-Pays et dans les autres pays. Ça aussi, c'est de l'économie et c'est du leadership également auprès des autres pays.

On vous l'a dit également, lors de sa mission au Maroc, mon collègue député de Beauce-Sud en a profité pour parler d'environnement et faire en sorte que ça soit une priorité en francophonie au cours des prochaines années. On le sait, tous les jeunes attendent de nous, les élus, des gestes concrets pour faire face aux changements climatiques.

Alors, parlons justement d'étudiants et d'échanges entre pays, M. le Président. C'est un constat que l'apport populationnel d'étudiants internationaux contribue à soutenir le développement économique du Québec. On estime, en effet, que les élèves et les étudiants internationaux qui séjournent au Québec contribuent au PIB pour une valeur de 1,6 milliard de dollars et soutiennent plus de 25 000 emplois.

• (15 heures) •

Vous le savez peut-être, M. le Président, mais l'internationalisation de l'éducation permet aussi le comblement des besoins de main-d'œuvre, sujet de l'heure s'il en est un, et contribue au maintien d'une offre de formation diversifiée, notamment dans les établissements en région, un autre sujet d'importance depuis des mois, voire des années.

Pourquoi de tels résultats? Parce que, justement, les représentations du Québec à l'étranger contribuent à attirer davantage d'étudiants internationaux dans nos établissements d'enseignement. Ce n'est pas nouveau, tout cela, mais ma collègue ministre des Relations internationales et de la Francophonie a poursuivi sinon accéléré la cadence parce que — et je vous l'ai souligné — elle est consciente des besoins de la main-d'œuvre du Québec, qui peuvent être palliés en partie par l'internationalisation de l'éducation. Et ça, elle le sait très bien puisque, dans la circonscription qui a décidé de lui faire confiance au cours des dernières élections, un besoin criant de main-d'œuvre qualifiée dans divers domaines que les étudiants étrangers peuvent venir combler se fait sentir.

Dans l'atteinte de ses objectifs en matière de mobilité étudiante universitaire, M. le Président, le Québec dispose d'ententes internationales avec un peu plus de 40 gouvernements étrangers permettant d'offrir 955 exemptions des droits de scolarité supplémentaires, et cela ne compte pas les ententes avec la France et la Communauté française de Belgique, pour lesquelles aucun quota n'est établi. Avec la France et la Communauté française de Belgique, justement, le Québec a conclu des ententes internationales par lesquelles il octroie un nombre illimité d'exemptions. Ce type d'entente est conclu, on le comprendra aisément, avec des partenaires historiques qui partagent des liens directs et privilégiés avec le Québec. Et, grâce à elles, les étudiants québécois bénéficient de prérogatives leur permettant aussi de poursuivre leur formation à l'étranger et ainsi de diversifier et d'enrichir leur parcours académique.

Ce qui est plus important encore, c'est que plusieurs nouvelles ententes internationales dans le domaine de l'enseignement supérieur sont signées avec des pays en développement appartenant à l'espace francophone. Certains d'entre eux ont même exprimé la nécessité d'obtenir davantage d'exemptions, particulièrement au premier cycle, pour répondre à leurs besoins.

Alors, permettez-moi de vous redire, M. le Président, que je ne comprends définitivement pas le libellé de l'interpellation de la députée de Bourassa-Sauvé, parce que, s'il y a un gouvernement qui comprend l'importance des relations internationales et de la francophonie, c'est bien le gouvernement caquiste. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci, Mme la députée. Je cède maintenant la parole à la députée de l'opposition officielle.

**Mme Robitaille :** Bien, on peut être négationniste toute sa vie puis dire que tout ce qui a été fait par le passé, ce n'est absolument rien, c'est de la scrap, mais je pense qu'il faut voir la réalité en face et puis il faut voir que, durant les derniers 50 ans, on a été souvent au pouvoir, le Parti québécois aussi, il y a eu des choses qui se sont faites au niveau des relations internationales, il y a eu des choses importantes qui se sont faites au niveau international, d'un point de vue culturel, d'un point de vue économique, d'un point de vue scientifique aussi. Le Québec, à l'international, a réussi à faire sa place.

Et, en ce moment, moi, ce qui me trouble, c'est que j'ai vraiment l'impression qu'à court ou moyen terme le ministère des Relations internationales va être une succursale du ministère de l'Économie et de l'Innovation, une succursale d'Investissement Québec. Bon, peut-être que ça ne dérange personne, mais, moi, en tout cas, ça me dérange, et je pense que c'est profondément dommage.

Ce que j'entends, de l'autre côté, c'est de la rhétorique, c'est de la rhétorique parce que, dans les faits, jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu de manifestation concrète d'une volonté de vraiment faire sa marque, faire sa place comme leader de la francophonie pour dire que ça les intéressait, pour dire que c'était une priorité, pour dire que c'était plus justement que d'essayer de signer le plus de contrats possible pour les compagnies québécoises. C'est sûr que c'est important, et c'est sûr qu'on doit travailler avec nos compagnies québécoises pour faire rayonner le Québec, il faut organiser des voyages et il faut mettre en lien les gens, et c'est pour ça qu'on a des délégations du Québec partout dans le monde, mais c'est pour d'autres choses aussi.

Le Québec, justement, a déployé ses ailes, a pris de plus en plus de place, justement, la doctrine Gérin-Lajoie, dans plusieurs champs de compétence. Mais là, moi, ce que je vois, je vois, par exemple, l'émissaire aux droits de la personne qui... on avait créé ce poste-là, il n'y a personne qui a été nommé depuis que la dernière émissaire a quitté. À l'UNESCO, personne n'a été nommé. Mme Mourani a quitté, puis on ne sent pas que ça bouge de l'autre côté pour essayer de trouver un représentant. On peut être critique peut-être de l'UNESCO, mais il y a des choses qui se passent à l'UNESCO, et le fait que le Québec soit présent et soit capable d'interagir avec les autres peut amener à quelque chose d'autre. Donc, c'est important qu'on ait notre place, qu'on garde notre place.

Tout à l'heure, on parlait de représentation à l'étranger. Vraiment, dans le budget, j'ai regardé, il y a une diminution du budget pour tout ce qui est représentation à l'étranger. Qu'est-ce qu'on va faire? Est-ce que c'est si important pour eux que ça que d'avoir des représentations à l'étranger? On a quand même... ma collègue députée de Taschereau disait qu'on a sabré dans les dépenses, bien, depuis 2017, le budget en Relations internationales augmentait, puis on a créé des représentations à Cuba, entre autres, à Dakar, et on a été très, très présents sur la scène internationale.

Et donc est-ce que ce gouvernement-là va suivre la cadence? Et je me le demande, parce que, quand je regarde ça, ça ne bouge pas très, très fort. Au niveau économique, oui, on voit qu'Investissement Québec va avoir... il y a plus de crédits, il y a des choses probablement qui vont se passer à ce niveau-là, mais, au niveau des relations internationales, je ne sais pas. L'institut de la diplomatie dont madame parle, encore une fois, dans le budget, je ne vois pas ça à court terme. Où est-ce qu'on s'en va avec ça? Qu'est-ce qu'il va arriver de notre émissaire aux droits de la personne, est-ce qu'on abolit le poste? Mais c'est ce que je veux savoir, parce que, depuis le début, là, moi, je pose des questions précises puis je n'ai pas de réponse. Puis, encore une fois, je réitère : moi, je pense que, si on n'est pas vigilant, il peut se passer... les relations internationales peuvent devenir simplement des relations économiques à l'international, et ça serait profondément dommage. J'aimerais entendre la ministre là-dessus, M. le Président.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci beaucoup, Mme la députée. Je cède maintenant la parole de nouveau à Mme la ministre.

**Mme Girault :** Merci, M. le Président. M. le Président, j'aimerais revenir un peu sur l'importance de la Francophonie et de la coopération internationale pour le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, particulièrement... entre autres, sur quelques points.

Le premier, c'est : il y a déjà cinq ans, puis ça ne date pas d'hier, là, il y a déjà cinq ans, le décret... un décret qui avait été passé le 7 mai 2014 commandait la mise en place d'un mécanisme pour arrimer les structures gouvernementales pour faire en sorte que, en fait, tout ce qui était impact et tout ce qui était action gouvernementale à l'international soit coordonné et qu'il y ait une certaine cohésion, une certaine synergie, une certaine force de frappe unique. Ce comité ou ce mécanisme pour arrimer les structures gouvernementales n'a jamais été mis en place. Bien qu'il soit présent dans la loi, dans le décret de loi du 7 mai 2014, il n'a jamais été mis en place. De notre côté, il a déjà été annoncé qu'il serait mis en place, et ça commence d'ailleurs dès les prochaines étapes, dans les prochaines semaines. Ça, c'est une première action solide, structurelle et importante du ministère.

D'autre part, quand on regarde les missions à l'étranger, déjà, en début de mandat, si on regarde juste les missions du premier ministre, le premier ministre a fait quatre missions déjà à l'étranger. Ça démontre aussi l'importance des relations internationales pour ce gouvernement. Et ça, c'est sans compter les miennes, celles que moi, j'ai faites et celles que d'autres ministres collègues ont faites aussi. Donc, ça démontre vraiment l'importance des relations internationales.

• (15 h 10) •

Quand on parle de Francophonie, évidemment, depuis mars 1970, le gouvernement du Québec participe activement à toutes les instances en Francophonie. On le sait, on a une nouvelle secrétaire générale de la Francophonie, Mme Louise Mushikiwabo, qui a été élue lors du sommet d'Erevan et, depuis qu'elle a été élue, Mme Mushikiwabo a déjà rencontré le premier ministre et m'a rencontrée, moi aussi. On l'a rencontrée tous les deux. Et le premier ministre, 10 mois... 10 mois! 10 jours à peine après avoir été nommé, se rendait à Erevan pour vraiment s'assurer que les stratégies qui étaient positionnées à Erevan... démontrer l'importance du Québec, et l'importance de la position du Québec dans l'OIF, l'importance au niveau de la modernisation de la Francophonie, l'importance au niveau de la stratégie économique de l'Organisation internationale de la Francophonie et l'importance au niveau de la stratégie égalité femmes-hommes. Ça, M. le Président, ce ne sont pas thématiques économiques, ce sont des thématiques de Francophonie.

M. le premier ministre s'est assis avec la secrétaire de la Francophonie, secrétaire générale, moi aussi, j'ai eu une rencontre en privé avec la secrétaire générale de la Francophonie, Mme Mushikiwabo, et, des deux côtés, on a réitéré, réitéré l'importance que le Québec ait un, une Québécoise assise à la table décisionnelle de l'Organisation internationale de la Francophonie. Et là on parle du poste d'administrateur. C'est très important pour le Québec, et, de concert avec le Canada, Québec et le Canada, on a positionné, on a proposé des candidatures de deux femmes extraordinaires pour la secrétaire, pour le poste d'administrateur au niveau de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Ça me déçoit un peu quand j'entends que, bon, une est de l'Ontario, ça me déçoit énormément, parce que je dois vous dire que moi-même, personnellement, j'ai travaillé en Ontario, M. le Président, quelques années durant ma carrière et je ne me considère pas moins québécoise pour autant et je ne me considère pas moins attachée et ayant plus le Québec à coeur ou moins le Québec à coeur parce que j'ai travaillé en Ontario.

Alors, je veux réitérer qu'on a, M. le premier ministre et moi-même, positionné, avec la secrétaire générale, que c'était important pour le Québec de continuer à avoir un poste d'importance au niveau décisionnel à l'Organisation internationale de la Francophonie. Et je pense que Mme Mushikiwabo a très bien compris ça. Et, ça nous fera plaisir d'accueillir le ou la nouvelle administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie lorsque Mme Mushikiwabo aura le plaisir de... prendra le... aura le plaisir, en fait, de l'annoncer. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci, Mme la ministre. Je cède maintenant la parole à M. le député de Vachon. Vous avez toujours un maximum de cinq minutes.

**M. Lafrenière :** Merci, M. le Président. Je veux remercier la collègue de Bourassa-Sauvé, qui nous a apposé une étiquette de rigueur de gestion et d'avoir une volonté économique dans nos relations internationales, parce que c'est ce qu'on veut.

Vous savez, M. le Président, on est capable d'aller sur deux fronts, puis je ne parle pas du tout de ma coupe de cheveux mais je parle du front économique et diplomatique, et ça, il n'y a pas personne qui va nous le reprocher, parce que, vous savez, d'avoir une bonne position économique au sein de la francophonie, il n'y a pas de mal à faire ça, et c'est ce que les citoyens veulent, c'est ce que les entrepreneurs veulent et c'est ce qui s'attend de nous.

Alors, quant à l'autre argument béton qu'on nous sert qu'en 2017 le budget du MRIF a été bonifié, je souris un peu parce ce que c'était quand même la dernière année au pouvoir, alors je ne peux pas prendre ça comme un argument béton pour dire que le budget du MRIF avait été vraiment bonifié là-dessus.

Et, cependant, je tiens à dire une chose, on ne remet pas en question ce qui a été fait dans le passé, il y a de très belles choses qui ont été faites dans les 15 dernières années et on ne part pas de zéro. Et, justement, je vais vous donner des exemples, aujourd'hui, de belles choses qui ont été faites et qu'on continue de faire.

Quand l'opposition officielle a conclu que le Québec manque de leadership, que notre gouvernement manque de leadership, en s'appuyant sur le dépôt au nom de la candidature du Québec pour les Jeux de la Francophonie, vous savez, M. le Président, les citoyens qui nous ont élus s'attendent à ce que nous gérons les deniers publics avec tout le sérieux nécessaire et qu'on soit rigoureux, bref, que nous gérons bien l'argent, si durement gagné, alors que le gouvernement prenne le temps, ne réagisse pas de façon émotive sur un dossier important et coûteux. Je vous dirais bravo, moi, car c'est pour ça qu'on est élus, ça n'enlève rien à ce qui a été fait, à ce qu'on va continuer de faire pour maintenir notre leadership et qu'on prenne notre temps avant de prendre une décision aussi importante et qu'on ne réagisse pas de façon émotive. Bien, moi, je dis : Bravo!

Je vais vous donner des exemples concrets en matière de sécurité, par exemple : maintenant, pendant qu'on se parle, on a des policiers québécois qui sont déployés en Haïti. C'est d'ailleurs dans ce pays qu'a eu lieu la première mission du Service de police de la ville de Montréal en 1995. C'était d'abord la mission du Minustah, qui été fait à l'époque pour aider les policiers nationaux haïtiens, puis ça a été la Minujusth, mission qui a toujours lieu aujourd'hui, on parle de policiers, on parle de militaires mais aussi de gardiens de prison qui sont là-bas pour partager le savoir-faire, pour garder le leadership que le Québec a. Depuis 1995, il y a plus de 500 policiers du SPVM qui sont rendus dans 13 pays pour des missions de maintien de la paix. Il y a le Rwanda, la Jordanie, le Kosovo, la Bosnie, la Sierra Leone, le Timor oriental, l'Afghanistan, Haïti, le Guatemala et la Côte d'Ivoire.

J'ai eu la chance moi-même de compléter une vingtaine de missions en Afrique, en Haïti et en Europe de l'Est, puis un point en commun dans toutes ces missions-là, j'ai pu voir l'influence positive du Québec à l'étranger. J'ai réalisé des missions avec l'UNESCO, l'OIF. D'ailleurs, la collègue de l'Acadie a joué un rôle avec l'OIF, alors elle sait très bien de quoi on parle. Elle y a déjà contribué. Avec article 19 aussi dans des pays comme la Tunisie, le Mali, le Rwanda, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Somalie, Haïti et l'Ukraine. Et, dans tous ces pays-là, M. le Président, le leadership et le savoir-faire du Québec, il est reconnu puis il est souligné. C'est une extrême fierté d'être reconnu comme Québécois là-bas, et, je vous le dis, M. le Président, c'est bien reconnu.



D'ailleurs, lorsqu'il a été nécessaire de donner une formation dans tous les pays de la Francophonie en matière de forces de l'ordre et de sécurité des médias, et de coécrire un livre sur ce sujet-là, l'UNESCO a choisi un Québécois pour écrire le livre, pour coécrire le livre, puis le distribuer dans 130 pays et le traduire dans quatre langues, oui, un Québécois. Nous sommes reconnus. Nous avons une excellente réputation de formateur, d'organisateur du maintien de la paix.

D'ailleurs, petit aparté, M. le Président, lorsque je me suis rendu au Mali pour faire des formations sur place, à l'École de maintien de la paix du Sahel, j'ai découvert que l'ENAP était impliquée. Ils faisaient partie de l'École du maintien de la paix du Sahel. Alors, on est vraiment bien reconnus. C'est un autre exemple. Puis là je ne veux pas parler de chiffres, je vous donne des exemples concrets. Nous sommes présents et nous sommes reconnus partout dans le monde, M. le Président. Toujours au Mali, nous avons des civils québécois ainsi que des militaires et des policiers qui sont déployés sur place pour aider ce pays avec la... On doit être très fiers de notre expertise, qui est reconnue mondialement.

Et là en terminant, M. le Président, vous me connaissez, je vais avoir de la difficulté sans laisser un petit sourire à cette Assemblée. Je vais vous donner un argument béton pour vous dire à quel point nous sommes des leaders en matière internationale. C'est ma boîte courriel qui va vous confirmer notre leadership. Depuis quelque temps, je reçois beaucoup de courriels de personnes, des riches, qui viennent du continent africain, qui veulent me léguer des millions, milliards de dollars...

**Des voix :** Ha, ha, ha!

**M. Lafrenière :** ...mais qui ont certains petits problèmes avec leurs boîtes courriel. Alors, ils me demandent, moi, comme personne, ayant un grand leadership francophone, de les aider là-dedans. Alors, vous voyez, M. le Président, on est vraiment, vraiment de très bons leaders. Merci beaucoup.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci beaucoup, M. le député. Je cède maintenant la parole au député de la troisième opposition et porte-parole en matière de relations internationales et de francophonie, M. le député des Îles-de-la-Madeleine.

**M. Arseneau :** Merci, M. le Président. Alors, je voudrais d'abord remercier ma collègue de Bourassa-Sauvé de nous donner l'opportunité de discuter de relations internationales ici, aujourd'hui.

Et, puisqu'on vient de nous prouver que le gouvernement avait beaucoup de leadership en matière de relations internationales, moi, je voudrais parler plutôt du manque d'ambition du gouvernement en matière de relations internationales, parce que je pense que c'est de ça qu'il s'agit. On assiste, aujourd'hui, à une discussion entre deux partis fédéralistes qui disent : Comment est-ce qu'on peut être plus qu'une province tout en acceptant le carcan fédéraliste et de travailler dans un terrain de jeu qui est celui où, quelque part, on a très, très peu de prise sur des organisations internationales, très, très peu de place dans le concert des nations parce qu'on a choisi d'accepter notre sort. Vous savez que ce n'est pas le point de vue de notre formation politique.

Alors, le manque d'ambition se traduit — et je vais aborder un sujet que vous avez également abordé — dans l'approche par rapport aux Jeux de la Francophonie. Cette saga-là, malheureusement, est actuellement en train de prouver à quel point on n'a pas d'ambition, pour le Québec, sur la scène internationale, alors qu'on pourrait prendre non seulement un leadership, mais qu'on pourrait prendre nos responsabilités en l'organisation d'un événement que le Nouveau-Brunswick a décidé de décliner, ce que je regrette d'ailleurs. Parce qu'on a beaucoup parlé, au cours de l'automne dernier, des interventions du nouveau gouvernement, donc, de l'Ontario à l'encontre des droits des francophones, on a moins parlé de l'approche du Nouveau-Brunswick, qui vient d'élire un gouvernement qui est très peu intéressé à défendre le bilinguisme dans la province voisine, où nos amis acadiens se battent depuis des centaines d'années pour faire respecter leurs droits. Et là, pour une fois que le Nouveau-Brunswick avait obtenu une place de choix pour démontrer son savoir-faire et accueillir la Francophonie du monde entier, le gouvernement a décidé que c'était trop coûteux pour lui. On peut deviner qu'il y a non seulement des questions financières, mais des questions politiques ou de langues qui peuvent l'avoir incité à décliner.

• (15 h 20) •

Alors, nous, on avait l'occasion de prendre le flambeau et d'organiser l'événement à Sherbrooke, alors qu'on avait déposé une candidature il y a quelques années, et ce qu'on a fait, tout simplement, c'est remettre l'odieux d'un refus de cette opportunité-là sur les épaules du gouvernement fédéral, en disant : Moi, je vais donner le minimum, sachant qu'on va dépasser les 50 millions, certains parlent de 80 millions pour l'organisation de l'événement. On a dit : Nous, on se limite à 17 millions. D'où vient ce chiffre? Quel est le calcul qu'on a fait? Le calcul financier, je n'en connais pas les détails. Mais le calcul politique, il est évident. Nous ne voulons pas prendre notre place dans la Francophonie, on va laisser le gouvernement fédéral, le père du fédéralisme chez nous, prendre la décision. Ce n'est pas une approche que nous, on peut accepter, si on veut effectivement prendre toute notre place dans les relations internationales avec ambition.

Alors, la semaine dernière, on célébrait la journée de la Francophonie, on a entendu de belles paroles à cet égard, de bons sentiments. Mais je pense qu'on a vraiment raté l'occasion, à moins qu'il ne soit encore temps. Et je pense qu'il est peut-être encore temps, puisque l'appel des candidatures est maintenant ouvert, il est encore temps d'aller plus loin et de faire preuve, je dirais, d'un leadership à cet égard et d'allonger la somme nécessaire pour que le Québec rayonne à l'international à travers les Jeux de la Francophonie.

Je voudrais aussi revenir — bien, pas beaucoup de temps pour en parler, mais quand même — sur les autres volets de la place du Québec à l'international. Quand je parlais d'ambition, c'est que je n'ai pas entendu encore, de la part de la Coalition avenir Québec, de sa plateforme pour utiliser le statut qu'on peut avoir à l'Organisation internationale de la

Francophonie comme un modèle pour développer davantage une plateforme de revendications envers le gouvernement fédéral pour qu'on ait plus de place dans les autres forums où ce sont les gens de partout au Canada qui parlent au nom des Québécois. On célèbre la différence francophone, la différence du Québec, culturelle, économique, environnementale, et ainsi de suite. Moi, si le gouvernement veut faire preuve... Et je donne la chance au coureur. Si le gouvernement de la CAQ veut véritablement se distinguer du gouvernement précédent, qu'il développe une plateforme de revendications envers le fédéral pour avoir une plus grande place dans les échanges internationaux, dans la négociation de toutes les ententes...

**Le Président (M. Ciccone) :** En terminant, s'il vous plaît.

**M. Arseneau :** ...et de toutes les organisations. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci beaucoup, M. le député. Je cède maintenant la parole à Mme la ministre.

**Mme Girault :** Bien, merci, M. le Président. M. le Président, pour débiter, j'aimerais revenir sur les mots de Paul Gérin-Lajoie, sur sa doctrine, qui disait : «Dans tous les domaines qui sont complètement ou partiellement de sa compétence, le Québec entend jouer un rôle direct, conforme à sa personnalité et à la mesure de ses droits.» Et je pense que, de ce que j'ai vu à date, dans mes six mois à ce ministère, le Québec joue son rôle à ce niveau-là, pas seulement à l'international, mais aussi à travers le reste du Canada.

Et, ne serait-ce que pour un rappel, si on prend des accords tels que l'accord États-Unis... non, l'accord avec l'Europe, excusez, l'accord avec l'Europe, je veux rappeler que cet accord-là, toute l'origine de cet accord-là et la négociation de cet accord-là émanent du Québec. Donc, ça, c'en est une, preuve, où est-ce qu'on a vraiment positionné un accord international qui a été non seulement initié au Québec, mais aussi porté par le Québec.

Cela étant dit, je veux revenir sur les Jeux de la Francophonie. Si on fait un petit retour en arrière, effectivement, la ville de Moncton s'est retirée de la mise en candidature après avoir vu, un peu, l'équivalent du budget que ça lui coûterait pour avoir ces jeux. Dès le moment où la ville de Moncton s'est retirée, mon cabinet et moi-même avons été en contact avec le maire de Sherbrooke pour voir s'il y avait un intérêt de la part du maire de Sherbrooke pour reprendre les jeux. À l'intérieur... Et je cherche la date que je l'ai rencontré, là...

Ce qu'il se passait, en fait, c'est que, à l'intérieur des différents scénarios que la ville de Sherbrooke a mis en place, les scénarios variaient aussi drastiquement que 58 millions jusqu'à au-dessus de 80 millions. À l'intérieur de trois jours, trois jours, M. le Président, je pense qu'on peut appeler ça du leadership, on a réussi à débloquer un budget, le 17 millions, pour la tenue des jeux et pour supporter la tenue des jeux par la ville de Sherbrooke. Non, ça ne couvre pas tout le budget des jeux, effectivement, mais il faut mettre aussi en place que la ville de Sherbrooke, à l'époque où elle a posé sa candidature, avait positionné un budget de près de 9 millions. Actuellement, ce budget-là que la ville de Sherbrooke veut mettre en place, plus de la moitié... Nous, on regarde ça d'une façon très objective et surtout en tenant compte que c'est l'argent des contribuables québécois et sherbrookoïses qu'on met dans la balance. 17 millions, c'est un objectif et c'est un montant qu'on détermine, qu'on peut mettre pour les Jeux de la Francophonie.

Puis je veux revenir un petit peu sur c'est quoi, les Jeux de la Francophonie. Oui, il y en a 51 pays qui sont représentés par des délégations, il y a à peu près 3 000 athlètes. Les Jeux de la Francophonie, c'est 16 disciplines... parce que j'ai entendu beaucoup de choses, dans mon comté, entre autres, sur le terrain, c'est 16 disciplines, dont huit disciplines sportives et huit disciplines artistiques. Les disciplines sportives : athlétisme, basketball, football, handisport, judo, lutte africaine, tennis de table et tennis. J'ai entendu souvent les gens me dire : Mais, là-dedans, vous allez construire des piscines, des arénas? Non, il n'y a pas de discipline nautique, aquatique, il n'y a pas de discipline qui se tienne dans un aréna. Il y a aussi les disciplines artistiques — donc, c'est moitié disciplines sportives, moitié artistiques : les arts de la rue, les arts visuels, la chanson, les contes et conteurs, les danses de création, la littérature, la photographie et l'improvisation. Les derniers jeux qui se sont tenus au Québec... même pas au Québec, au Canada ont eu lieu en 2001 à Ottawa et Hull.

J'ose espérer, M. le Président, qu'on ne juge pas de la qualité et de l'importance de la Francophonie pour un gouvernement par la tenue des jeux, parce que, sinon, on dirait que, depuis 2001, on n'a pas eu de leadership en Francophonie. Donc, j'ose espérer que ce n'est pas le seul critère qu'on utilisera pour juger du leadership au niveau de la Francophonie.

Cela étant dit, on est encore en négociation avec le gouvernement fédéral et avec la ville de Sherbrooke et, encore une fois, oui, on est très intéressés à la Francophonie, mais on va devoir respecter le portefeuille et la capacité de payer des contribuables québécois et sherbrookoïses. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci, Mme la ministre. Je passe maintenant la parole au député de Chapleau, toujours pour un maximum de cinq minutes.

**M. Lévesque (Chapleau) :** Merci beaucoup, M. le Président. Donc, comme vous le savez, le Québec bénéficie d'une relation privilégiée avec l'ensemble des autres pays francophones du monde, mais nous entretenons plus particulièrement une relation avec nos cousins, nos fameux cousins français. Les liens directs et privilégiés entre la France et le Québec, instaurés au début des années 60, sont fondés sur une histoire, une langue, évidemment, des valeurs communes et répandues toujours à la même volonté : mieux collaborer pour mieux construire.

Il faut rappeler que la collaboration entre la France et le Québec s'inscrit dans le cadre de nombreux enjeux mondiaux tels que la lutte aux changements climatiques, le développement économique, la mobilité de la main-d'oeuvre, l'éducation, la formation, la promotion de la langue française, la diversité culturelle, la maîtrise de l'environnement numérique, la modernisation de l'État, la santé ou encore même la jeunesse.

Lors de son dernier voyage, le premier ministre caractérisait notre relation avec la France par la volonté de mobiliser nos gouvernements afin d'agir ensemble. De ce fait, l'immigration est également une source de diversification économique pour le Québec, la France figurant parmi les principaux pays comme étant source d'immigration pour le Québec. Elle est un bassin par excellence de main-d'oeuvre parlant français et c'est pourquoi le choix s'imposait de signer avec elle une première entente en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, soit l'entente Québec-France, signée le 17 octobre 2008.

Il est important de rappeler que l'entente Québec-France se base sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. Cette entente historique, encore à ce jour, constitue une première entre l'Europe et l'Amérique. Elle s'inscrit comme l'un des chantiers importants du nouvel espace économique du Québec en matière de diversification de la main-d'oeuvre, en plus de venir en appui de nos efforts constants en vue d'établir un partenariat économique viable avec l'Union européenne. Donc, concrètement, l'entente Québec-France est un modèle à suivre en vue d'accélérer l'acquisition d'un permis pour l'exercice d'une profession ou d'une fonction réglementée au Québec ou en France et qui demande la reconnaissance des qualifications professionnelles par un des deux États.

Nous sommes en mesure de constater, 10 ans plus tard, que les résultats de notre partenariat sont concluants. En date du 31 décembre 2017, 3 284 personnes formées en France ont pu obtenir l'autorisation légale d'exercer au Québec, dont 1 239 infirmières, 679 ingénieurs, 195 médecins, 193 opticiens, 145 avocats et 131 travailleurs sociaux. Plus de 400 personnes formées au Québec peuvent également exercer en France.

Il est de notre avis que l'immigration professionnelle répond à plusieurs besoins socioéconomiques, notamment lorsque l'on tient compte du poids économique et démographique du Québec. Il en va de même lorsque l'on prend en considération le vieillissement de la population, qui nous force à anticiper de nombreux départs à la retraite. Dans ce contexte, le Québec souhaite accroître la mobilité professionnelle de la main-d'oeuvre par le biais de nouvelles ententes en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles, notamment avec le Maroc et la Suisse.

• (15 h 30) •

Les enjeux mondiaux sont sans frontière, et c'est pourquoi le gouvernement du Québec confie déjà, en ce moment même, à des émissaires des mandats liés aux priorités gouvernementales et aux orientations que nous souhaitons mettre de l'avant en matière de politique internationale. Il est de notre devoir de faire la promotion, à travers le monde, des valeurs québécoises et de l'avancement des intérêts du Québec à l'étranger.

Les changements climatiques et les affaires nordiques sont l'un des trois domaines de prédilection que le gouvernement du Québec fait valoir à l'étranger. Nous faisons également valoir les droits et libertés des personnes en vue de se positionner internationalement sur la question de diversité sexuelle et d'égalité pour tous, des valeurs évidemment qui sont non négociables pour le Québec.

L'autre domaine de prédilection défendu par nos émissaires touche à la reconnaissance professionnelle des acquis en plus de la mobilité internationale. À ce sujet, notre engagement consiste à travailler avec les ordres professionnels et les autres autorités compétentes en vue de soutenir plus activement la reconnaissance mutuelle des acquis issue de l'entente Québec-France. Il en va également de notre responsabilité de mettre en place des mécanismes interministériels afin de favoriser la mobilité professionnelle entre le Québec et ses partenaires internationaux. À ce titre, il faut souligner la nomination toute récente de Me Patrick Benaroch à titre d'émissaire en matière de mobilité internationale et de reconnaissance des qualifications professionnelles.

Cela étant dit, bien que nous fassions effectivement preuve de leadership, il est important de rappeler que l'entente-cadre préalable à la négociation des reconnaissances des qualifications ne découle pas directement de l'autorité du gouvernement, mais plutôt de certains organismes paragouvernementaux tels que les ordres professionnels et les autres intervenants évoqués plus tôt. C'est pourquoi nous ferons évidemment le nécessaire pour arrimer le tout entre les différents acteurs concernés.

Le texte du chapitre 11 de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne fait déjà état de la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. Bien que, théoriquement, cet accord traite de reconnaissance des qualifications, rien n'empêche le Québec de signer d'autres ententes bilatérales avec d'autres pays de l'Union européenne. Cela nous offre donc une assise et des moyens supplémentaires afin de favoriser l'immigration économique.

D'autre part, Emploi-Québec évaluait qu'entre 2015 et 2024, 1 372 000 postes seraient à pourvoir au Québec, dont 21 % seraient comblés par les candidats issus de l'immigration. Les informations sur le marché du travail, selon la perspective à moyen et long terme d'Emploi-Québec, font également état d'un taux de chômage qui enregistrera une baisse régulière pouvant atteindre 6,5 % en 2019 puis 5,6 % en 2024, soit le taux le plus bas...

**Le Président (M. Ciccone) :** En terminant.

**M. Lévesque (Chapleau) :** ...depuis 1968. Selon cette perspective, les emplois à venir seront très favorables pour les jeunes finissants. Merci.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci, M. le député. Je cède maintenant la parole à la députée de l'opposition officielle, toujours pour cinq minutes.

**Mme Robitaille :** Relativement à la nouvelle administratrice à l'OIF, ce qu'on dit, c'est que la nouvelle nomination a été dictée par Ottawa, de toute évidence. La dame habite à Ottawa, a travaillé pour la CPAC, tout ça. C'est une décision qui était, de toute évidence, en tout cas, dictée par Ottawa. Et, dans ce sens-là, il me semble que le Québec a manqué de leadership.

Maintenant, évidemment que l'économie, pour nous, c'est important, mais les relations internationales, c'est global : la Francophonie, l'économie, tout ça, et des échanges sur tous les fronts, dans tous nos champs de compétence. L'image qu'on envoie à l'étranger, en ce moment, avec tout le dossier de l'immigration, n'est pas fantastique.

Mme la ministre nous parle de s'ouvrir au marché africain. Moi, j'aimerais savoir quelle est sa stratégie. Est-ce qu'on va ouvrir de nouvelles délégations? Est-ce qu'on va avoir des ententes particulières sur certains sujets particuliers? Est-ce qu'on va investir plus dans nos délégations en Afrique? Comment on va faire ça? Encore une fois, est-ce que c'est simplement de la rhétorique? Qu'est-ce qu'il y a au niveau pratico-pratique pour ce qui est d'ouvrir des marchés en Afrique?

Nous, on aimerait savoir vers où ça va. Est-ce que la ministre peut nous répondre là-dessus?

### Conclusions

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci beaucoup, Mme la députée. Nous en sommes maintenant aux dernières interventions. Mme la ministre, vous avez la parole pour 10 minutes.

### Mme Nadine Girault

**Mme Girault :** Merci, M. le Président. M. le Président, durant les cinq dernières minutes, mes collègues et moi-même avons expliqué comment notre gouvernement a démontré son leadership en matière de relations internationales et de francophonie au cours des six derniers mois, je le répète, six derniers mois, pas cinq ans, pas quatre ans, pas 15 ans, six mois.

Fortes des 50 années d'expertise que le Québec a l'international depuis l'avènement de la doctrine Paul-Gérin-Lajoie... nous pouvons maintenant tirer profit et passer à la vitesse supérieure. J'ai eu l'occasion récemment d'énoncer ma vision des relations internationales et des principales mesures que nous allons mettre en place pour s'assurer que le Québec atteindra les objectifs fixés par le premier ministre : augmenter nos échanges commerciaux pour créer de la richesse, attirer les nouveaux investisseurs étrangers, moderniser notre diplomatie et renforcer notre influence dans le monde, particulièrement sur le comté... le comité... désolée, sur le continent africain. Je l'ai fait devant plus de 550 personnes lors de mon discours au CORIM, il y a quelques semaines.

Nos représentations ont un rôle important et primordial à jouer, mais Montréal, en tant que métropole, et Québec, en tant que capitale nationale, ont toutes deux une fonction indispensable dans nos relations internationales.

Je vous rappelle quelques éléments discutés qui font du Québec un endroit unique. Le Québec, c'est un réseau de mobilité incroyable, aérien, maritime, routier, ferroviaire. C'est une stabilité exceptionnelle en approvisionnement énergétique : hydroélectricité, gaz naturel, énergie éolienne. C'est une faible empreinte carbone avec plus de 97 % de son électricité d'origine renouvelable. Ce sont des ressources naturelles abondantes : on a ici 2 % des réserves mondiales de forêt, 3 % des réserves mondiales d'eau, d'eau douce, en plus de toutes nos ressources minérales importantes. C'est aussi, sans oublier, une fiscalité prévisible et stable pour les entreprises. Ce sont nos politiques publiques progressistes, l'accès à des soins de santé de qualité, des services de garde reconnus, un bon système d'éducation, de bons avantages pour les employés. C'est notre potentiel d'attraction, et il est sans limites.

Montréal, notre métropole, c'est notre locomotive à l'international. À moins d'une heure de la frontière américaine, le port de Montréal nous relie à plus de 100 pays et offre des coûts d'exploitation parmi les plus compétitifs en Amérique du Nord. 10 grappes d'excellence de réputation mondiale, notamment l'aérospatial, les sciences de la vie, l'intelligence artificielle et un réseau d'institutions d'éducation incroyables pour une main-d'oeuvre hautement qualifiée... Montréal, c'est aussi 2 200 filiales de sociétés étrangères qui génèrent 195 000 emplois directs, une des premières villes consulaires en Amérique du Nord, avec 80 consulats étrangers. Montréal est à l'avant-plan de notre stratégie internationale de conquête des marchés étrangers.

Quant à notre capitale nationale, Québec, c'est le berceau du fait français en Amérique du Nord, une ville d'éducation, de science, de culture, une ville reconnue au patrimoine mondial de l'UNESCO. Nous reconnaissons le statut de la capitale nationale dans notre vision globale.

Mon message ici est très simple : Le Québec, c'est sa métropole, sa capitale nationale, ses régions et ses villes. Chacune a un rôle à jouer. Retenons que nous sommes plus forts ensemble.

En prenant compte de nos forces, nous sommes à même d'orienter notre action à l'international. J'annonçais, il y a quelques semaines, ma vision des relations internationales, et elle se traduit par une stratégie internationale de conquête des marchés étrangers sur laquelle nous travaillons actuellement. Maintenant, sur quoi on va s'appuyer? Nous allons mettre à jour, pour le printemps, la politique internationale du Québec, telle qu'annoncée par le premier ministre à Paris. Je vous avise déjà que nous miserons notamment sur l'économie dans ses multiples facettes : l'économie verte, l'éducation, la jeunesse, la transition énergétique. Aussi, vous l'avez certainement entendu, trop souvent et depuis trop longtemps, notre réseau diplomatique a servi d'outil de récompense politique. Nous allons mieux sélectionner et former nos représentants à l'étranger. Une réforme sans précédent est en cours. En s'inspirant des meilleures pratiques dans le monde, nous allons mettre en place un institut de la diplomatie. Dorénavant, les critères d'affectation seront la compétence et l'expérience internationale.

Pour ceux qui s'inquiètent, je tiens toutefois à vous rassurer, nous allons poursuivre ce que nous faisons de bien, les efforts bilatéraux. Et je prends soin de souligner l'importance particulière de nos relations, notamment là où nous avons des délégations générales. Le Québec gère aussi de nombreux accords de coopération culturelle et scientifique avec des partenaires, que ce soit en Chine, au Japon, aux États-Unis et, bien sûr, en Europe.

Quant aux efforts multilatéraux, ils sont maintenus, et c'est particulièrement vrai en matière de Francophonie. J'étais récemment devant l'association québécoise des organisations de coopération internationale, l'AQOCI. J'ai félicité cette association pour son travail essentiel dans la résolution de problèmes, comme la gouvernance, la sécurité alimentaire, l'impact des changements climatiques sur les pays en développement.

La coopération et la solidarité internationale sont des éléments très importants de l'action internationale du Québec. Nos actions en solidarité contribuent à l'image d'un Québec ouvert et attentif à la situation des populations du sud. Que ce soit en Amérique latine, dans les Antilles ou en Afrique, les organismes de coopération internationale interviennent auprès des femmes, des paysans et d'autres groupes vulnérables.

• (15 h 40) •

Je rappelle également que la relation entre le gouvernement du Québec et les organismes de coopération internationale est basée sur un modèle unique de partenariat et de cogestion des enveloppes financières.

Du côté de la Francophonie, elle doit se moderniser. Le Québec s'y est engagé à Erevan et il maintiendra la pression. J'ai rencontré, comme je l'ai dit, à Paris, la nouvelle secrétaire générale de l'OIF, et nous avons abordé les enjeux de modernisation et de transparence.

Je profite de cette opportunité pour indiquer à nouveau qu'une vision Afrique est actuellement en développement. Le continent africain est actuellement en décollage économique, et le Québec doit se positionner non seulement en francophonie, mais aussi sur les marchés qui sont en demande de l'expertise québécoise. L'an dernier, la majorité des pays qui ont connu la croissance économique la plus importante étaient situés en Afrique. Le continent africain possède donc un énorme potentiel de croissance et de développement, et les entreprises québécoises se doivent d'être plus présentes là-bas dans des domaines tels que le génie-conseil, la construction, les technologies environnementales, la gestion de l'eau, la gestion des matières résiduelles, et l'Afrique attend notre expertise.

Voilà donc, M. le Président, comment le gouvernement entend exercer son leadership en matière de relations internationales et de Francophonie : en augmentant, oui, sa force de frappe économique dans les représentations, en assurant la croissance de nos exportations, oui, en modernisant notre dispositif diplomatique et le processus de nomination et en renforçant l'influence du Québec dans la Francophonie à travers une vision Afrique et la poursuite de notre engagement dans l'OIF. M. le Président, le leadership, c'est la capacité de se guider, de guider, d'influencer et d'inspirer. M. le Président, le leadership, c'est l'action de notre gouvernement.

Je souhaite maintenant m'adresser aux Québécois. Le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, c'est votre ministère. Il est là pour vous aider, vous soutenir, soutenir les PME du Québec qui désirent exporter, soutenir les investisseurs qui veulent venir ici, soutenir les chercheurs, soutenir les jeunes, qui se doivent d'être des citoyens internationaux aujourd'hui. Je le redis à nouveau à l'opposition : je vous invite à travailler avec moi, au-delà de la partisanerie politique, sur ces enjeux et sur ces objectifs afin d'exprimer, dans notre comté, chacun, et partout à travers le Québec, aux entreprises, aux entrepreneurs, aux étudiants, aux professeurs, chercheurs, que le gouvernement est là pour les aider et que leur ministère des Relations internationales peut les aider, les soutenir et de les convaincre de partir à la conquête de marchés étrangers. Voilà, M. le Président, la façon dont nous comptons travailler dans l'intérêt des Québécois. Et, M. le Président, je dis aux Québécois : Votre ministère des Relations internationales et de la Francophonie est désormais, plus que jamais, en action pour eux.

Alors, merci, M. le Président. Et, en terminant, j'aimerais remercier les députés de l'opposition, qui ont posé de bonnes questions et qui ont contribué à ce débat aujourd'hui, et remercier aussi mon équipe, qui a travaillé très fort à le préparer. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci beaucoup, Mme la ministre. Maintenant, je cède la parole à Mme la députée de Bourassa-Sauvé également pour une période de 10 minutes.

### Mme Paule Robitaille

**Mme Robitaille :** Merci à tout le monde d'avoir été ici aujourd'hui suite à cette demande-là d'interpellation.

J'ai écouté la ministre, les députés. Je suis content d'entendre le député de Vachon nous dire que... nous parler de l'influence positive du Québec à l'étranger, le rôle du Québec partout, les policiers québécois en Haïti, notamment, puis ailleurs dans le monde, qui font leur travail et puis qui aident.

Le Québec, en effet, est reconnu partout dans le monde, et puis on a affirmé notre identité puis notre caractère distinct de toutes sortes de façons durant les 50 dernières années, et c'est extrêmement important. La Francophonie nous a aidés à nous propulser et d'être vraiment un État... On est l'État fédéré le plus présent, et Mme la ministre l'a dit plusieurs fois dans ses discours, le plus présent de tous les États fédérés sur la planète.

Si on est ici, aujourd'hui, c'est justement parce que je suis inquiète. J'espère que ça va demeurer et puis j'espère que nos priorités ne seront pas confinées simplement à signer des contrats. Évidemment que c'est extrêmement important, c'est extrêmement important et c'est une composante de nos relations internationales. Nos relations internationales sont beaucoup plus ça. Vous parlez... Vous avez parlé plusieurs fois de cette doctrine Gérin-Lajoie. Bien, évidemment, oui, il faut être toujours présent dans le domaine de nos compétences à l'extérieur du Québec, il faut continuer à faire rayonner le Québec.

Mais, quand je regarde, encore une fois, le dernier budget, je m'inquiète, et je n'ai pas eu des réponses très claires. Bon. Je sais qu'au niveau des Jeux de la Francophonie, ce que je comprends, c'est qu'on ne va pas, comment je pourrais dire, se garrocher pour absolument avoir les Jeux de la Francophonie au Québec. Et ça, pour moi, ça montre finalement que ce n'est pas une priorité, et de là j'en conclus aussi que, bon, c'était un bel exemple concret du leadership que le

Québec pouvait jouer qu'on... je ne sais pas, j'espère qu'on va le jouer, mais qui ne semble pas être important pour le gouvernement de la CAQ. Ça dépend ce qu'on en fait, des Jeux de la Francophonie. On peut le jouer gros ou on peut complètement le tasser du revers de la main. Mais c'est symbolique, c'est symbolique, ça montre que le Québec se porte à la défense des francophones de l'Amérique, des francophones du Canada. On fait ça pas juste pour nous, mais pour tous les francophones du Canada. Et là j'ai l'impression qu'on est en train de jeter la serviette.

On n'a pas eu de réponse claire à savoir si l'émissaire aux droits de la personne va continuer, va demeurer. Qui va remplacer Mme Julie Miville-Dechéne? On ne le sait pas. Est-ce que c'est important pour la CAQ? On ne le sait pas, j'ai posé la question, je n'ai pas eu de réponse. Est-ce que l'UNESCO, c'est important pour la CAQ? Je n'ai pas eu de réponse. Est-ce qu'on va remplacer la personne qui a... Mme Mourani? Encore une fois, j'aurais aimé des réponses claires, je ne sais pas. Pour ce qui est de l'Afrique, est-ce que c'est de la rhétorique, c'est quoi, le plan de match? Je ne le sais pas.

Alors, j'ai des questionnements. Les affaires, vous le savez très bien, la ministre le sait très bien, elle a été dans ce milieu-là, les affaires, c'est quand même l'aboutissement d'une diplomatie. C'est aussi tisser des liens, c'est échanger au niveau culturel, au niveau sportif, scientifique, dans tous les domaines, et ça, c'est l'aboutissement de... et le succès en affaires, le succès en économie, quand je pense à l'international, c'est en partie ces échanges-là, ces liens-là qui se resserrent. Et c'est très important. Et là, en ce moment, je ne vois pas que c'est nécessairement la priorité.

J'espère que ce gouvernement-là n'est pas un gouvernement de comptables. J'espère qu'on va plus loin que ça. Comme je le disais au début, et puis je n'ai pas été complètement rassurée aujourd'hui, j'ai l'impression que le ministère de l'Économie et de l'Innovation prend de plus en plus de place, qu'on se prépare, oui, à un grand changement, à une révolution, mais pas nécessairement pour les bonnes choses. J'ai vraiment l'impression qu'on assiste tranquillement à la mise en tutelle de ce ministère des Relations internationales là par le ministère de l'Économie et je pense que... je compte sur vous pour être vigilants, parce que c'est important de se déployer sur d'autres fronts.

Alors, sur ce, je vais conclure puisqu'on m'a donné la tâche de conclure. Et j'espère que vous garderez ça en tête, et puis que, dans les prochains mois, dans les prochaines années, vous ferez en sorte que, justement, le Québec continue de rayonner, pas juste au niveau commercial, mais sur tous les fronts. Alors, je vous remercie, tout le monde. Merci beaucoup d'avoir participé à cette interpellation.

**Le Président (M. Ciccone) :** Merci beaucoup, Mme la députée. En terminant, j'aimerais vous remercier tous ici, c'était une première, pour moi, en tant que président, et je vous félicite pour votre très grande discipline. Merci beaucoup, vous m'avez rendu la vie facile.

Compte tenu du temps, même si on est d'avance, je lève la séance, et la commission, ayant accompli son mandat, suspendant ses travaux quelques instants, où elle poursuivra l'étude d'un autre mandat. Bonne soirée, tout le monde.

*(Fin de la séance à 15 h 49)*